



Le meeting d'ouverture de la conférence de Tarragone, le vendredi 15 mars.

Photo Informations ouvrières

## 160 délégués de treize pays d'Europe réunis à Tarragone

# Succès de la conférence

### Hold-up de la troïka contre le peuple chypriote

.....

Au moment où se réunissaient, à Tarragone (Etat espagnol), des militants de toutes tendances du mouvement ouvrier de treize pays d'Europe (Allemagne, Belgique, Danemark, Etat espagnol, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Portugal, Roumanie, Suisse, Suède), les ministres des Finances européens (Eurogroupe), réunis à Bruxelles, décidaient de taxer les dépôts bancaires des Chypriotes, en contrepartie d'un prêt de 10 milliards d'euros, sous le fallacieux prétexte de « sauver Chypre ». Ce en présence de Christine Lagarde, directrice générale du FMI, sur ordre de Merkel. Il s'agit d'opérer un véritable hold-up sur l'épargne populaire en taxant à 7 ou 10 % l'argent déposé dans les banques par les travailleurs et les retraités.

### Reportage

Christel Keiser, Dominique Ferré

C'est par un meeting international qui a rassemblé dans le palais des congrès de Tarragone des militants ouvriers et des syndicalistes venus de toute l'Europe, que la conférence ouvrière européenne a été ouverte. Accueillis par le représentant du conseil municipal de Tarragone et par le représentant du gouvernement de Catalogne, les participants ont entendu le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs (UGT) de Catalogne insister sur la nécessité de « dégager des solutions alternatives » et de « distinguer nos alliés et ceux contre lesquels nous luttons », tout en admettant que des nuances peuvent s'exprimer.

● Luis Gonzalez, syndicaliste dans le secteur de la santé à Séville, est revenu sur la fonction du « dialogue social » qui consiste à « associer les organisations ouvrières aux plans de l'Union européenne ». Il a ajouté que Toxo, le secrétaire général des Commissions ouvrières (CCOO), avait affirmé, lors du congrès national, que « le syndicat avait trop mobilisé et pas assez pacté ». Et il a conclu : « Aucun dialogue social ! Aucun pacte avec le gouvernement ! »

● Sous la présidence de Jordi Salvador Duch, secrétaire général de l'UGT de Tarragone et membre de la coordination internationale de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, ont également pris la parole dans ce meeting, le secrétaire général des Commissions ouvrières de Catalogne, un syndicaliste de la métallurgie de Madrid, ainsi que des militants ouvriers d'Allemagne, du Portugal et de France. Comme la mesure brutale imposée au peuple chypriote, l'ensemble des mesures, des plans, des « mémorandums » imposés par la dictature de la troïka, et mis en œuvre par les gouvernements de « gauche » comme de droite, menace de faire sombrer les peuples d'Europe dans la barbarie...

Ces plans, d'une brutalité sans nom, voient travailleurs et jeunes chercher à se saisir de leurs organisations pour s'y opposer.

● La situation dramatique imposée aux peuples et aux travailleurs de l'Etat espagnol a été particulièrement dénoncée par les délégués, comme Rosa, mère de famille de Biscaye (Pays basque), porte-parole de la plate-forme de Bilbao contre les expulsions, qui a rendu compte du mouvement de masse contre les expulsions qui jettent chaque jour des centaines de familles hors de leurs logements.

● De même, le responsable du syndicat des journaliers agricoles d'Andalousie, frappé par des mesures de répression contre lesquelles l'ensemble des délégués à la conférence ont protesté, dénonce « le sort atroce réservé par le gouvernement, l'Union européenne et la dictature du capital à des milliers de familles conduites à la ruine ». Ils reprennent le vieux mot d'ordre de la révolution espagnole : « La terre à celui qui la travaille ! »

● Cette situation prévaut dans tous les pays de l'Union européenne, rappelle Aradi Pal, ouvrier d'usine et membre du Parti social-démocrate de Hongrie (SZDP), pays où « des dizaines de milliers de handicapés ont été déclarés "aptés au travail" par une loi et privés de leurs allocations, contraints d'aller chercher un emploi dans un marché du travail en plein effondrement ».

● Cette politique frappe tous les acquis de civilisation, par exemple les universités en France, a alerté Dominique Paumelle, syndicaliste dans ce secteur : « L'autonomie des universités, en application de la politique de restriction budgétaire, entraîne la remise en cause du statut des personnels, la régionalisation des diplômés et la fermeture de certaines universités en hiver, car il n'y a plus de crédits pour payer le chauffage ! » C'est contre cette même politique, a-t-elle dit, que les étudiants grecs et espagnols descendent dans la rue.

● Barbarie... et résistance à la barbarie. C'est le cri de révolte de Nuria, jeune syndicaliste de l'UGT : « Nous sommes la géné-

ration la plus qualifiée de toute notre histoire, et pourtant, 54 % des jeunes dans ce pays sont au chômage, les autres étant condamnés à la précarité. J'ai la rage quand je vois ce que Mariano Rajoy propose dans son "plan pour l'emploi des jeunes" : nous ne voulons pas être une génération perdue ! »

### LES PEUPLES D'EUROPE SE DRESSENT CONTRE LA DICTATURE DE LA TROÏKA QUI LES CONDUIT À L'ABÏME

### L'indépendance du mouvement ouvrier vis-à-vis de la troïka et de ses plans : une question centrale.

● Mais voilà, lui répond Luis Gonzalez, également militant et responsable de l'UGT : « Il y a quelques jours, nous, militants syndicalistes, avons eu la désagréable surprise de découvrir une photo réunissant les secrétaires généraux de nos confédérations, UGT et Commissions ouvrières, les représentants des patrons et du gouvernement, tous réunis au palais de la Moncloa (siège du gouvernement) pour mettre en place un "plan pour l'emploi des jeunes". Ce plan est une véritable insulte aux millions de jeunes de ce pays, qui soit ne trouvent pas de travail, soit l'ont perdu en raison des plans dictés par la troïka, puisqu'il s'agit d'emplois précaires payés 300 à 400 euros, sans pouvoir bénéficier de la Sécurité sociale. Or il y a quelques années, quand le gouvernement du "socialiste" Felipe Gonzales avait annoncé un "plan pour l'emploi des jeunes" tout à fait similaire dans son contenu, nous nous souvenons tous que les confédérations syndicales avaient alors organisé la première grève générale depuis la mort de Franco pour s'y opposer. Et maintenant, nos dirigeants prétendent signer des "pactes" avec les mêmes qui, au gouvernement, condamnent les jeunes manifestants à des milliers d'euros d'amendes pour de prétendus "excès" commis lors des manifestations. Non, le "dialogue social" n'est pas une question théorique ! »

● « Car il y a une contradiction, dit Patrick Hébert, syndicaliste (France). Sous toutes les formes, la classe ouvrière résiste, sur son propre plan, et même sur le terrain électoral. On le voit à chaque élection : le gouvernement "sortant" est "sorti" par les électeurs, comme récemment en Italie. Et pourtant, les mesures continuent de s'appliquer. »

## Chypre

## ‘Union européenne : qui est la prochaine, l’Espagne ou l’Italie ?’

(les travailleurs chypriotes, face au Parlement, à l’appel des syndicats)

L’annonce de cette taxe sans précédent a provoqué la colère des épargnants et fait trembler les marchés financiers, tous en chute libre, de crainte de l’explosion que peut provoquer une telle annonce.

A l’appel des syndicats, plusieurs centaines de travailleurs ont manifesté lundi 18 mars devant le Parlement chypriote, aux cris de « *Nous ne serons pas vos cobayes* », ou encore : « *Union européenne, qui est la prochaine, l’Espagne ou l’Italie ?* ». De crainte de voir la mesure rejetée par le Parlement — le Parti socialiste qualifiant la mesure de « *catastrophique* », le Parti communiste ayant déjà rejeté les contreparties quand il était au pouvoir, les partis partenaires de la coalition gouvernementale émettant « des réserves » — le président, Nicos Anastasiades, a repoussé le vote à deux reprises. En effet, après le lundi 18 mars férié, le gouvernement appréhende des retraits massifs de fonds dès mardi 19 mars. Des négociations ont même été entreprises avec la Banque

centrale pour que les banques demeurent fermées plusieurs jours. Comme le soulignait un militant syndicaliste de France prenant la parole dans la conférence ouvrière européenne de Tarragone : « *Avec ce qui vient de se passer à Chypre, nous sommes confrontés à une situation de plus en plus unifiée au plan de la totalité des pays de l’Union européenne : de la Suède à la Grèce, une même politique s’applique.* »

Une même politique qui ne peut trouver de réponse à la hauteur, de la part du mouvement ouvrier, que si celui-ci se positionne nettement contre la dictature de la troïka (Commission européenne-Banque centrale européenne-FMI), pour le retrait de tous ses plans mis en œuvre par les gouvernements, quelles que soient leurs couleurs politiques, et donc préservant son indépendance vis-à-vis de toutes les tentatives d’intégrer les organisations ouvrières aux contre-réformes, que ce soit à l’échelle nationale (dialogue social, compromis historique) ou à l’échelle européenne. ■

## Paroles de travailleurs chypriotes

Un lecteur d’*Informations ouvrières*, d’origine chypriote, nous a communiqué ces réactions d’ouvriers, d’enseignants, de commerçants parmi ses connaissances qu’il a jointes au téléphone lundi 18 mars 2013.

● **Miltiades, ouvrier du bâtiment au chômage, 58 ans** : « *C’est honteux qu’ils touchent à nos économies. Ils sont en train de nous assassiner !* »

● **Christos, employé de magasin, 43 ans** : « *S’ils veulent taxer, qu’ils taxent les millionnaires, pas les retraités ni les petits épargnants !* »

● **Giorgios, petit commerçant, 56 ans** : « *Si vous avez 1 000 euros sur un compte en banque, ils vous en prennent 70. Pourquoi devrions-nous leur donner 70 euros ? Vous vous ruinez la santé toute votre vie pour mettre de côté quelques économies, et on vous en prend une partie du jour au lendemain. C’est injuste. Il n’y a pas de travail, ils coupent dans les salaires ! Ils coupent, ils coupent et ils coupent, ils ne nous laissent plus rien !* »

● **Maria, enseignante, 53 ans** : « *Il est temps de descendre dans la rue et d’exiger que ceux qui ont réellement bénéficié de la situation, ceux qui ont brassé des millions payent pour ce qu’ils ont fait. Il est temps d’imposer la justice sociale.* »

● **Christi, économiste, 25 ans** : « *La seule chose qu’Anastasiades (le président) a réussi à faire, c’est de pousser les jeunes à quitter le pays. Le seul mot qui peut résumer ce que je ressens, ce que les gens auxquels j’ai parlé ressentent, c’est : on nous a trahis.* »

(Espagne), les 15, 16 et 17 mars 2013

## ouvrière européenne

Faut-il en chercher la raison ailleurs que dans le fait que « *certaines dirigeants accompagnent les plans* » de la troïka et des gouvernements ? « *Je ne parle même pas des dirigeants de la Confédération européenne des syndicats (CES) qui sont des agents directs de l’Union européenne* », a-t-il poursuivi. « *C’est pourquoi il faut trouver les moyens d’organiser la résistance dans chacun de nos pays. En France, nous avons regroupé, le 1<sup>er</sup> décembre dernier, près de 500 militants ouvriers, qui combattent, chacun dans son organisation, pour aider à imposer l’unité contre les plans de la troïka et du gouvernement* », a-t-il ajouté.

## DÉBAT AUTOUR DU ‘DIALOGUE SOCIAL’

● Même préoccupation chez **Christophe Bitaud, qui, au nom de l’Union des anarcho-syndicalistes (UAS) de France**, souligne « *la responsabilité de la CES et de certains appareils syndicaux dans la mise en œuvre de la politique de l’Union européenne* ».

● **Pablo Garcia Cano, syndicaliste métallurgiste et membre du « comité pour l’alliance des travailleurs et des peuples » de Madrid**, donne un autre éclairage sur les résultats de la politique de « dialogue social » : « *Plus de 1 000 accords-compétitivité ont été signés dans des entreprises. Dans une entreprise de l’automobile, l’accord aboutit à mettre en place deux échelles de salaires et à la suppression de toutes les primes de nuit...* »

Or, « *qu’un ouvrier avec une famille à nourrir soit contraint de l’accepter, je peux le comprendre. Mais qu’une organisation syndicale l’accepte, personne ne pourrait le comprendre* », avait souligné dans son rapport introductif à la conférence, **Jordi Salvador Duch, secrétaire général de l’UGT de Tarragone**.

● Ces problèmes se posent dans chaque pays. **Conducteur dans le métro de Berlin (S-Bahn) et syndicaliste, Peter Polke** informe du combat engagé depuis 1994 contre sa privatisation exigée par l’Union européenne, qui a déjà abouti à la suppression d’un emploi sur deux : « *Voilà le prix que nous avons payé pour le ‘dialogue social’* ».

Mais 1 000 salariés sur les 3 000 du S-Bahn ont récemment signé un appel adressé à la direction de notre syndicat pour qu’il convoque l’assemblée générale de tout le personnel contre la vente aux enchères du métro. Tel est le mandat du syndicat, car c’est nous qui sommes le syndicat, et ne pas remplir ce mandat ne pourrait que l’affaiblir. »

● En Irlande, explique **Manus Bree, délégué syndicat SIPTU**, après l’accord de « Croke Park » signé en 2010, qui suspend le droit de grève pendant quatre ans, un second accord est en cours de négociation. Mais l’accord de Croke Park « *n’a pas empêché que 100 000 travailleurs manifestent, le 9 février dernier, contre le remboursement de la dette* ».

● C’est bien entendu un problème posé en Grèce, où la responsabilité de Papandréou et du Pasok est écrasante. Comme le dit **Maria, syndicaliste enseignante** : « *Aucun travailleur ne peut être content de la politique de la direction de nos confédérations syndicales qui ont multiplié les appels à des grèves de vingt-quatre heures une fois par mois, comme la seule forme de mobilisation contre les mémorandums de la troïka.*

*En février dernier, les travailleurs du métro d’Athènes ont été réquisitionnés par le gouvernement après huit jours de grève, comme les marins. Et si la direction de la confédération GSEE a soutenu en parole la grève, elle n’a rien fait quand les grévistes ont été contraints, sous la menace, de reprendre le travail ; elle n’a rien fait pour mobiliser les autres secteurs de la classe ouvrière... Et elle a appelé à une nouvelle journée de vingt-quatre heures trois semaines après la réquisition. Dans ma ville, il y a trois mois, 116 enseignants — dans une assemblée syndicale de 160 — ont voté pour demander à notre direction nationale de proposer à toutes les confédérations l’appel à la grève dans l’unité pour faire reculer la troïka.* »

● **H-W. Schuster, président de la commission ouvrière du SPD de Düsseldorf et délégué du personnel de Ver.di. (Allemagne)**, a tenu à rappeler que la politique inaugurée voilà dix ans en Allemagne par le chancelier « socialiste » Schröder et son Agenda 2010,

ouvrant la voie à une paupérisation « *sans commune mesure depuis la Seconde Guerre mondiale* » de la classe ouvrière allemande.

● **Jan Erik Gustafsson, syndicaliste dans la fonction publique et président du « Mouvement non à l’Union européenne » de Suède**, comme **Per Sörensen, du syndicat des travailleurs de la construction du Danemark**, ont eux aussi souligné la responsabilité de gouvernements sociaux-démocrates dans leurs pays. De même en **Suisse**, dit **Max Robert, syndicaliste**, où la direction du Parti socialiste est en pointe dans « l’intégration européenne ».

● A ce sujet, **un militant du Parti socialiste de Catalogne** a rappelé que lorsque les travailleurs ont chassé la droite et élu Zapatero, après les attentats de Madrid (2004), « *c’était une victoire conditionnée : des centaines de travailleurs et de jeunes réunis devant les locaux du PSOE criaient : ‘Zapatero, ne nous déçoit pas !’ Aujourd’hui, il y a un fossé entre le PSOE et la majorité sociale qui l’avait porté au pouvoir en 2004, y compris sur le droit à l’autodétermination du peuple catalan.* »

● Pour ces mêmes raisons, explique **Lorenzo Varaldo, syndicaliste enseignant, d’Italie**, mandaté par une conférence pour l’indépendance du mouvement ouvrier réunie à Turin, le 2 février dernier, avec 35 travailleurs « *le rejet électoral qui a entraîné la défaite de Monti, l’homme de l’Union européenne, aux législatives, est aussi le rejet de tous les partis, et en particulier des partis ‘de gauche’ qui ont toujours refusé de rompre avec la politique de l’Union européenne.* »

● Il ne peut y avoir d’issue politique sans la rupture avec les institutions de la troïka, qui organisent « *la guerre contre les peuples, tant à l’intérieur de l’Europe, qu’à l’extérieur*, rappelle **Daniel Gluckstein, secrétaire national du POI, de France**, évoquant la guerre déclenchée par le gouvernement français au Mali. Il a informé de la proposition faite en Algérie par Abdelmadjid Sidi Saïd, secrétaire général de l’UGTA, et Louisa Hanoune, secrétaire générale du (suite en page 4)

## ÉDITORIAL

## Se soumettre... ou bien résister ?

**Daniel Gluckstein**  
Secrétaire national du POI

La conférence européenne ouvrière de Tarragone a-t-elle eu raison d’appeler à lutter contre la dictature de la troïka ? A qui en douterait, Chypre répond. C’est bien le FMI et le sommet de l’Union européenne (incluant les représentants des principaux gouvernements) qui ont pris la décision de prélever 5,8 milliards d’euros sur les dépôts bancaires, laissant au gouvernement chypriote le soin de répartir ce pillage entre les différentes tranches de dépôts.

Certes, il ne dispose pas, pour l’heure, de moyens de répression physique. Mais ce système, qui repose sur l’abdication par les gouvernements de toutes couleurs politiques, de toute forme de souveraineté au profit des institutions mises en place par le traité de Maastricht et le TSCG, et du FMI, comment le nommer, sinon : dictature (1) ?

En France, selon la presse, le ministre Moscovici aurait poliment demandé aux commissaires européens de bien vouloir renoncer à imposer des sanctions pour « *déficit excessif* » contre la France. Accord (pour le moment) des commissaires européens, à une condition : que la réforme structurelle des retraites soit immédiatement engagée. Et le gouvernement Hollande-Ayrault de s’exécuter...

Que faire, face à une dictature ? Se soumettre et accompagner. Ou bien résister. C’est la seule alternative.

Se soumettre et exécuter servilement : c’est ce que font et préconisent ministres du gouvernement Hollande-Ayrault et parlementaires du PS, rédigeant et votant les contre-réformes exigées par Bruxelles.

Accompagner : c’est l’attitude, de fait, des dirigeants des partis de la « gauche européenne » qui protestent à raison contre l’austérité... et « *en appellent au Parlement européen pour qu’il aide à rejeter les politiques d’austérité* » (2). Comme si le rôle du Parlement européen n’était pas strictement défini par les traités européens : garantir la stabilité de l’euro, elle-même dépendante des diktats des marchés financiers, dominés par les Etats-Unis ! Une telle institution pourrait se faire l’instrument de la lutte contre l’austérité ? Balivernes ! Ceux qui prétendent cela tentent d’escamoter la réalité pour alimenter l’illusion qu’il serait possible, dans ce cadre, de faire une autre politique.

Accompagner ? La pression est considérable sur les organisations ouvrières pour qu’elles acceptent, au nom du dialogue social, de s’associer à des mesures supposées sauver les emplois ou les régimes de protection sociale, mais qui ne sont que les conséquences des plans destructeurs dictés par la troïka.

Accompagner ou résister ? En France, la colère monte contre les mesures anti-ouvrières et les contre-réformes.

Aider au regroupement de la force large, unie des travailleurs, des militants, des jeunes pour combattre les contre-réformes du gouvernement subsidiaire de l’Union européenne et l’avalanche des plans de licenciements ; aider à préserver l’indépendance des organisations refusant d’accompagner les diktats de la troïka ; aider ainsi à ouvrir la voie à la lutte unie contre la troïka et ses plans meurtriers : tel est le sens des meetings convoqués dans tout le pays par le Parti ouvrier indépendant, dans le cadre de la préparation de son congrès ouvert !

(1) Il y a plus de quinze ans, avant même la ratification du traité de Maastricht qui a mis en place l’euro, le quotidien du capital financier de Londres, le *Financial Times*, ironisait : « *Je ne peux me remémorer un seul instant dans l’histoire où autant de pouvoir ait été abandonné avec autant d’empressement.* »

(2) *L’Humanité*, 18 mars.

## Grèce

## Manifestation massive des étudiants à Athènes, contre la restructuration de l'université...



Photo AFP

Des milliers d'étudiants, venus de toute la Grèce, ont manifesté jeudi 14 mars à Athènes pour dénoncer le projet de restructuration de l'université prévu dans le cadre des mesures d'austérité.

« Nous refusons d'être la génération du chômage », proclamait une de leurs banderoles.

Selon les derniers chiffres publiés, dans la tranche d'âge 15-24 ans, le chômage des jeunes s'élève à 57,8 %.

Le ministère de l'Éducation a indiqué que la réforme serait mise en place afin de limiter le nombre d'établissements universitaires.

Il y a actuellement en Grèce 24 universités, 16 écoles techniques et 534 facultés. La réforme prévoit de supprimer trois universités, trois écoles techniques et de ne conserver que 384 facultés, ce qui a provoqué la colère non seulement des étudiants et de leurs parents, mais aussi de très nombreux élus locaux.

A Messolonghi, où une école technique est vouée à disparaître, la police anti-émeute a été déployée pour éviter le choc entre le ministre adjoint et des habitants en colère auxquels s'était joint le maire de la ville.

Une étude publiée l'an dernier a montré qu'en même temps qu'ils subissent des baisses considérables de salaires (1), les Grecs sont obligés de dépenser 5,2 milliards d'euros par an pour l'éducation de leurs enfants, alors que la plupart des services éducatifs sont théoriquement gratuits.

(1) Les salaires en Grèce ont diminué de près de 40 %, en conséquence de la brutale politique d'austérité exigée par les créanciers internationaux, la troïka.

## Espagne

## ... et des étudiants à Madrid contre l'austérité



Photo AFP

Des milliers d'étudiants espagnols ont manifesté jeudi 14 mars à Madrid contre les coupes budgétaires qui frappent les écoles et les universités, défilant derrière une grande banderole où était écrit : « Notre éducation ne paiera pas votre dette. »

« Ils privatisent l'éducation, ils augmentent les frais universitaires, ils coupent dans les budgets de la recherche et il y a de plus en plus d'étudiants par classe », accuse Jorge Barrio, un étudiant-ingénieur, dans la manifestation qui a traversé le centre de Madrid pour se rendre devant le ministère de l'Éducation. « C'est une honte. La seule solution qu'ils nous laissent, c'est de partir étudier et travailler à l'étranger », ajoute un manifestant prêt à rejoindre les milliers de jeunes Espagnols qui partent chercher du travail à l'étranger, alors que le taux

de chômage chez les 16-24 ans dépasse les 55 %.

Il y a un an, le gouvernement de Mariano Rajoy avait annoncé son intention d'économiser trois milliards d'euros par an dans le secteur de l'éducation, dans le cadre de sa politique de rigueur.

Les régions, qui gèrent ce budget, comme celui de la santé, ont ainsi été autorisées à augmenter les frais d'inscription à l'université de 50 %, passés ainsi en moyenne de 1 000 à 1 500 euros, et à accroître de 20 % le nombre d'étudiants par classe. Mais, selon le syndicat des étudiants qui appelait à manifester « pour la défense de l'université publique » et « contre le chômage des jeunes », cinq milliards d'euros ont déjà été économisés sur le budget de l'éducation et 80 000 postes supprimés chez les enseignants.

## Succès de la conférence ouvrière européenne

(Suite des pages 2 et 3)

(suite de la page 3) Parti des travailleurs, de convoquer une deuxième session de la conférence d'urgence contre la guerre et pour la souveraineté des nations. Il est aussi revenu sur la grève des enseignants à l'appel de leurs syndicats, le 12 février dernier, contre la réforme Peillon et pour le retrait du décret sur les rythmes scolaires, et a signalé les processus de résistance au sein du principal syndicat enseignant : « Le mandat, c'est nous ! », ont opposé dans une assemblée les syndiqués aux dirigeants qui voulaient leur imposer l'accompagnement de la réforme. »

## LA TROÏKA CONTRE LES DROITS DES FEMMES TRAVAILLEUSES

● **Mati, syndicaliste infirmière de Bilbao**, affirme : « Il y a ici des militants d'organisations ouvrières représentant tous les secteurs. En tant que femme travailleuse, je m'y sens représentée. »

● **A quoi Jesus Bejar, militant syndical CCOO dans la métallurgie à Madrid**, ajoute, sous les applaudissements de l'assistance : « J'étais délégué au congrès des Commissions ouvrières. Nous nous y sommes battus contre la signature du pacte sur les retraites, accepté par les dirigeants confédéraux, qui représente une agression particulière contre les femmes travailleuses en liquidant leurs acquis particuliers. Ne nous laissons pas abuser par ceux qui veulent utiliser le drapeau de "l'égalité hommes-femmes" contre les conquêtes de la classe ouvrière et des femmes travailleuses, car c'est tous ensemble, hommes et femmes, que nous défendons ces droits ! »

## "POUR L'UNION LIBRE DES PEUPLES LIBRES D'EUROPE"

● « Pour l'union libre des peuples libres d'Europe » : cette perspective, qui ne peut trouver de réponse sous le joug de la troïka et de Bruxelles, est au cœur des préoccupations des militants présents, comme de l'appel proposé à signature par la tribune. C'est une réponse immédiate aux aspirations nationales des peuples catalan, basque... de l'Etat espagnol dont la monarchie (héritage du franquisme) poursuit l'oppression. Beaucoup de militants de l'Etat espagnol arborent

drapeaux et badges aux couleurs du drapeau républicain, largement brandi dans toutes les mobilisations ouvrières et populaires.

● **Un responsable syndical de Sabadell (Catalogne)**, tout en rappelant l'importance fondamentale de la revendication démocratique du droit du peuple catalan à l'autodétermination, indique en même temps la mobilisation ouvrière face au gouvernement régional, qui, comme celui de Madrid, met en œuvre les plans de la troïka.

● « L'unité de l'Europe n'a rien à voir avec l'Union européenne » et la « balkanisation » qu'elle impulse, affirme **Ileana Cretan, au nom de l'Association pour l'émancipation des travailleurs (AEM) de Roumanie**. Elle met en garde contre le fait que « souvent, les différentes nationalités sont opposées les unes aux autres de façon artificielle... Mais pendant que l'on nous dresse les uns contre les autres, l'Union européenne et la troïka peuvent avoir les mains libres pour mettre nos hôpitaux en faillite, briser nos systèmes de Sécurité sociale, détruire nos emplois et nos écoles. »

● De même, **Olivier Horman, syndicaliste FGFB (Belgique)**, alerte sur le danger de division « communautaire » sur des bases régionales et linguistiques qui menace la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB). Au moment où le gouvernement entend régionaliser les allocations familiales, « la question de l'unité des organisations au plan national est fondamentale ».

## AIDER LES TRAVAILLEURS À SURMONTER LES OBSTACLES

● **Une jeune enseignante madrilène** appelle à « tirer les leçons de la longue grève des enseignants de Madrid en 2012 qui a été marquée par la réunion d'assemblées générales quotidiennes par zone, intégrant les syndicats, mandant leurs délégués pour un comité au niveau régional ».

● **Carmelinda Pereira, militante du Parti ouvrier d'unité socialiste (POUS) du Portugal**, informe de la proposition de militants du syndicat ensei-

gnant auquel elle appartient que la direction de la CGT portugaise « convoque une conférence nationale d'urgence des syndicats et des commissions de travailleurs pour la mobilisation permanente du peuple portugais jusqu'au retrait des plans de la troïka ».

● Nombre d'interventions posent le problème posé par une militante grecque : « Comment aider les travailleurs à avancer ? »

## "L'USINE OPEL EST MENACÉE DE FERMETURE..."

● Rappelant la continuité avec la rencontre ouvrière européenne de Cologne (Allemagne) le 30 juin 2012, **Mathias Cornelly, militant de l'IG Metall**, informe qu'à Bochum, « l'usine Opel est menacée de fermeture, condamnant au chômage 3 500 ouvriers et 4 500 sous-traitants. La direction de General Motors prétend mener avec celle de l'IG Metall des négociations sur l'avenir d'Opel, mais ce sont de fausses négociations, dès lors qu'il s'agit d'accompagner la fermeture de l'usine qui, comme celle de Gent en Belgique, a été déjà décidée. » Il se félicite qu'à Opel, « l'IG Metall refuse la fermeture et se soit adressé au président de l'IG Metall au plan national pour lui demander de prendre position contre la fermeture de l'usine, et qu'il vienne dans l'usine aux côtés des ouvriers » contre cette fermeture, approuvée tant par le gouvernement Merkel et l'Union européenne que par le gouvernement régional social-démocrate du Land.

● **Gotthard Krupp, membre de la direction de Ver.di de Berlin**, membre de la direction de la commission ouvrière du SPD, a informé les délégués du message du syndicat Ver.di de Berlin adressé à la conférence, alertant contre la tentative d'associer les organisations syndicales à un mécanisme de sanctions européennes contre les Etats qui accepteraient des augmentations trop importantes ou trop rapides des salaires ! Ce combat commun pour l'indépendance du mouvement ouvrier, contre la dictature de la troïka et de ses plans dans chaque pays, ne fait que commencer...

## Extraits de l'appel signé par les délégués

## "Pour aider la classe ouvrière et les peuples à surmonter les obstacles à la réalisation de l'unité de leurs organisations"

Les 160 délégués de 13 pays représentés à la conférence de Tarragone ont décidé d'achever leurs travaux par une déclaration sous forme d'"engagement".

Un "engagement" à renforcer et à approfondir la coopération politique qui a commencé à s'instaurer, par-delà les frontières, pour aider la classe ouvrière et les peuples à surmonter les obstacles à la réalisation de l'unité de leurs organisations pour contraindre nos gouvernements respectifs (de droite comme de gauche) à annuler les plans d'austérité et les contre-réformes qu'ils ont décidé de nous imposer. Et cela, au nom des exigences d'une troïka (Union européenne, FMI, BCE), dont la dictature n'est possible que par la soumission de nos gouvernements aux traités qu'ils ont eux-mêmes ratifiés contre la volonté de nos peuples.

Un "engagement" auquel nous invitons les militants ouvriers qui partagent l'esprit de cette déclaration à s'associer, en le signant, en le faisant connaître largement autour d'eux et en prenant, dans chacun de leurs pays, toutes les initiatives susceptibles de resserrer les liens qui nous unissent dans cette bataille commune. Plus nous serons nombreux et organisés pour agir en commun dans ce sens, plus cela aidera les travailleurs

de nos pays à mettre un terme aux souffrances que subissent nos peuples.

— Le refus de toute subordination du mouvement ouvrier à la troïka, aux directives européennes, c'est avant tout le refus de la subordination aux gouvernements de toutes couleurs politiques qui appliquent ces mesures.

— **Indépendance du mouvement ouvrier !** C'est là la voie pour sauver les travailleurs et les peuples du désastre qui menace et qui est déjà en cours. C'est la voie pour réaliser l'unité des travailleurs et leurs organisations, de la jeunesse, des peuples opprimés.

**Nous décidons de constituer un comité de liaison européen d'action commune** pour — d'une manière organisée — développer le combat dans nos organisations pour l'unité contre la politique de pacte, pour faire reculer les différents gouvernements.

C'est ainsi que dans chacun de nos pays, et aussi à l'échelle de toute l'Europe, nous commençons à forger les premiers maillons d'une authentique union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, libre de toute attache avec la troïka, avec l'Union européenne et le FMI, libre de défendre en toute indépendance les droits et les garanties des peuples travailleurs. »

# Rigueur : le gouvernement entend "forcer l'allure"



Pierre Moscovici, ministre de l'Economie et des Finances.

Photo AFP

Marie Stagliano

**"C'**est dans le cadre du programme de stabilité (2013-2017) qui sera remis au Parlement mi-avril, que le gouvernement actualisera les prévisions économiques et présentera les grandes lignes de l'effort global de redressement", vient d'annoncer Jean-Marc Ayrault.

C'est ce document que le gouvernement devra soumettre à la Commission européenne, pour examen, avant la fin du mois d'avril.

Le dernier programme de stabilité 2012-2016 avait été celui du gouvernement Sarkozy, qui, à la veille de l'élection présidentielle, engageait la France à réduire à zéro les « déficits publics » en 2016. Objectif repris par le président François Hollande pour... 2017, avec le palier de 3 % à atteindre dès la fin de 2013.

Un engagement pris auprès de Bruxelles qui, déjà, s'avère impossible à tenir. Le chef de l'Etat, lors de son déplacement à Dijon, l'a indiqué. Le déficit sera « sans doute de 3,7 % en 2013, même si nous essaierons de faire moins ».

Pierre Moscovici, ministre des Finances, cherche à négocier un délai supplémentaire avec Bruxelles.

Mais « même avec un allongement du calendrier, le redressement des comptes, avec si peu de croissance, risque d'être douloureux pour les Français », commente Libération (18 mars).

## DE PREMIERS GAGES À BRUXELLES

L'Union européenne, elle, est prête à accorder un délai supplémentaire, à condition que la France s'engage à « donner des gages d'un comportement attestant de son sérieux budgétaire et les preuves d'une volonté d'améliorer la compétitivité du pays », rapporte Le Figaro (14 mars).

La France est un « bon élève », se défend Hollande, les gages n'ont pas manqué depuis son arrivée au pouvoir.

En effet :

— Le pacte de compétitivité et son crédit d'impôt allégera les « charges » des entreprises de 20 milliards d'euros par an en moyenne.

— L'accord sur la flexibilité du marché du travail signé par le Medef et la CFDT va être retranscrit dans la loi.

— La lettre de cadrage du budget 2014 fixe un impératif d'économies nouvelles de 5 milliards d'euros.

Tous les ministères, sans exception, devront faire un effort substantiel d'économies.

Mais pour Bruxelles, il faut encore davantage !

## ALLOCATIONS FAMILIALES ET RETRAITES DANS LE COLLIMATEUR

L'« effort global devra aller bien au-delà des mesures programmées jusque-là », indique le journal Les Echos. Et comme le gouvernement n'entend pas demander plus à l'Etat et aux collectivités territoriales locales que les cinq milliards d'euros fixés dans la lettre de cadrage, où trouver des économies supplémentaires ? « Il va donc rester les dépenses des régimes sociaux (prestations familiales, retraite, santé...) et les hausses des prélèvements », indique le journal patronal (11 mars), qui parle de « choix cruciaux et très difficiles », dans le mois qui vient, pour François Hollande...

Le gouvernement doit annoncer prochainement son plan d'économies sur les allocations familiales.

Marisol Touraine a redit le « besoin d'engager une réforme des retraites dans la durée. Il faudra des mesures qui seront des mesures d'effort partagé dans l'ensemble des générations », précisant que les modalités de cette réforme « seront définies dans les prochains mois » (AFP, 18 mars).

Un calendrier serré, où il faut aller vite, sous la surveillance de Bruxelles.

## ET POUR ALLER VITE... DES "ORDONNANCES"

« Il nous faudra forcer l'allure pour atteindre la bonne direction », déclare François Hollande. « Un Etat puissant, c'est un Etat rapide », a-t-il affirmé lors de sa visite à Dijon.

François Rebsamen, chef de file des sénateurs PS, lâche : « Il est indispensable de raccourcir les délais pour plus d'efficacité », ajoutant : « Les ordonnances sont un moyen » pour parvenir à cet objectif...

Les ordonnances, c'est, dans le cadre des institutions de la V<sup>e</sup> République, autoriser l'exécutif à décider en lieu et place du Parlement, avec l'avantage d'une entrée en vigueur des mesures dès leur publication. « L'année 2014 s'annonce rude, très rude », indique Le Monde (9 mars).

## Conseil européen des 14 et 15 mars

# François Hollande à Bruxelles : "Nous sommes les bons élèves"



Photo AFP

Yan Legoff

**A**u sommet européen qui s'est tenu à Bruxelles les 14 et 15 mars, François Hollande a tenu à déclarer : « Nous sommes les bons élèves. Nous faisons en sorte de corriger nos déficits (...). Nous le faisons au rythme prévu par nos engagements européens, c'est-à-dire par un effort structurel. »

Et par là, il faut entendre qu'il s'est engagé devant tous les chefs d'Etat et de gouvernement présents à tailler dans les retraites, les allocations familiales. Il s'est engagé à faire passer la loi sur la flexibilité, l'acte III de la décentralisation. Tous ensemble, ils ont écrit dans leur relevé de conclusions que « l'assainissement budgétaire et le rétablissement de la stabilité financière doivent aller de pair avec des réformes structurelles bien conçues, destinées à favoriser une croissance durable, l'emploi et la compétitivité (...). Dans ce contexte, le Conseil européen rappelle qu'il importe d'alléger la fiscalité sur le travail (...) afin de contribuer à accroître l'employabilité et la compétitivité. » Tous ensemble, ils ont convenu que le traité européen TSCG et

les règlements qui l'accompagnent, renforçant les pouvoirs d'intervention de Bruxelles, devaient s'appliquer « dès le début des cycles budgétaires nationaux en 2013 ». Ils ont débattu doctement sur les relations supposées entre rigueur et croissance, mais tous étaient affolés par la révolte qui couve dans tous les pays saignés par leurs politiques. L'Italien Mario Monti, dont c'était le dernier sommet européen puisque son gouvernement a été balayé par les dernières élections, a averti solennellement ses collègues dans une déclaration rendue publique : « Le soutien public à la réforme et — encore plus inquiétant — à l'Union européenne a subi un déclin spectaculaire, une tendance qui se retrouve dans de nombreux autres pays européens. »

Au même moment, des milliers d'étudiants manifestaient en Espagne et en Grèce contre les coupes budgétaires dans l'éducation.

Le lendemain, les Chypriotes manifestaient contre la spoliation de leurs économies par l'Union européenne et le FMI pour renflouer les banques.

Yan Legoff ■

## ECLAIRAGE

# 3 milliards d'économies sur les prestations familiales !

Interrogé par le journal Les Echos, le 18 mars dernier, Gérard Bapt (PS), rapporteur du budget de la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale, qui sera chargé de faire voter, à l'automne prochain, le texte de loi portant sur le plan d'économies pour la branche famille, propose une réduction de 3 milliards d'euros sur les prestations familiales.

« Nous jugeons nécessaire de diviser par deux les allocations familiales au-delà d'un certain niveau de revenus », a-t-il annoncé. « Nous proposons de fixer ce plafond à (...) 53 000 euros par an pour un couple avec deux enfants et un peu plus de 61 000 euros pour une famille avec trois enfants. »



**GAIN : UN MILLIARD D'EUROS**

« Nous préconisons ensuite de supprimer le complément mode de garde, qui prend en charge la garde d'enfant à domicile ou chez une assistante maternelle, pour les ménages qui dépassent ces plafonds de ressources. »



**GAIN : DEUX MILLIARDS D'EUROS**

**AU TOTAL, 3 MILLIARDS D'EUROS D'ÉCONOMIES SUR LA BRANCHE FAMILLE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE !**

Les responsables, les nantis, les voilà : ce sont les familles avec un salaire moyen de 2 500 euros par parent, pour qui on va réduire les prestations familiales au prétexte d'une mesure d'égalité avec les familles « les plus pauvres », au mépris du principe de l'universalité d'un droit qui a toujours été lié à l'enfant.

# Fabius : "La France est une nation souveraine"

**"L**a France est une nation souveraine », a lancé Laurent Fabius, le 14 mars, justifiant l'intention du gouvernement français de fournir des armes à l'opposition au régime en place en Syrie, sans attendre une éventuelle levée de l'embargo par l'Union européenne sur les livraisons d'armement vers ce pays, plongé dans une guerre atroce. Passons ici sur les motivations de cette livraison d'armes envisagée. Mais retenons ceci : « La France est une nation souveraine », elle peut passer outre une décision de l'Union européenne, et c'est un ministre qui le dit ! Et personne, à Bruxelles, n'a protesté...

Alors, la France, comme les autres pays, pourrait aussi choisir de ne pas obéir à d'autres



Photo AFP

directives de l'Union européenne. Dans le domaine social ou budgétaire, par exemple. Mais, dans ce cas, le gouvernement choisit de s'en référer aux « engagements européens » (qu'il contribue lui-même à rédiger) pour justifier ses contre-réformes. Une conception de la « souveraineté » très sélective, en vérité !

Tout travailleur pourra méditer sur la démonstration faite par le ministre Fabius, bien malgré lui...

Y. L. ■

## Contre l'intercommunalité forcée

Dans trois semaines,  
à Saint-Haon-le-Châtel !



Gérard Schivardi,  
secrétaire national  
du POI

Je salue la brillante réélection de mes collègues du Roannais qui avaient été contraints à la démission par la décision de la préfète d'intégrer leurs communes au Grand Roanne.

En les réalisant, la population vient de confirmer le mandat qu'elle leur avait donné de défendre la démocratie communale et la libre coopération intercommunale. C'est une victoire de la démocratie et un point d'appui pour tous ceux qui veulent résister à la politique d'un gouvernement qui, au lieu d'abroger la réforme territoriale de Sarkozy, a choisi de la mettre en œuvre en allant encore plus loin dans l'éclatement de la République avec l'acte III de la décentralisation, comme il va plus loin dans l'austérité et la soumission au TSCG et à l'Union européenne ! Car enfin, le 17 décembre dernier, le jour même où nous étions reçus en délégation au ministère de la Décentralisation pour demander l'abrogation des schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI) des préfets, M<sup>me</sup> Lebranchu annonçait à l'Assemblée nationale l'annexion des vingt communes au grand Roanne ! Cette politique provoque la situation de la candidate du Parti socialiste, Sylvie Houssin, qui perd les deux tiers de ses voix, éliminée du deuxième tour de l'élection législative partielle de l'Oise !

Comme républicain, attaché aux valeurs de la République, je ne peux me résoudre à la destruction de la démocratie politique qui voit les députés mettre en œuvre une politique contraire au mandat qu'ils ont reçu de leurs électeurs. C'est pourquoi le courage de mes collègues de Roanne ouvre une issue ; en respectant le mandat donné par la population, ils se disposent pour défendre et améliorer ses conditions de vie.

Il s'agit maintenant d'organiser notre résistance.

Dans trois semaines, nous allons nous retrouver à Saint-Haon-le-Châtel, avec les collègues d'Alsace qui animent le comité pour le non au référendum monté par l'ancien ministre Richert et mis en œuvre par Hollande, visant à rayer de la carte deux départements et les communes qui les composent. Nous nous y retrouverons avec une délégation des élus des Bouches-du-Rhône qui refusent leur intégration à la métropole prévue par la loi acte III de la décentralisation.

Nous nous y retrouverons avec des élus des départements de la petite couronne que l'acte III veut intégrer à la métropole Ile-de-France..., et des élus de toutes la France.

Ensemble, de toutes tendances politiques, nous discuterons des moyens à mettre en œuvre pour reconquérir la démocratie, qui exige que les communes, socle de la République une, indivisible et laïque, puissent « s'associer et se dissocier librement, dans le cadre de la coopération intercommunale, conformément au mandat explicite de la population ».

Roannais

# “Municipales partielles : un plébiscite pour les élus démissionnaires” (Le Progrès)



Photos DR

Les élus confirment collectivement leurs démissions par recommandé à M<sup>me</sup> le préfet, à Saint-Martin-d'Estréaux, le samedi 26 janvier 2013.

## Démocratie... Vous avez dit démocratie !



Yannick Sybelin,  
membre du bureau national  
du POI

La démocratie, ça fait peur aux élites et aux dirigeants. Ce qui vient de se passer ce week-end en Côte roannaise ne va pas les rassurer. En effet, après la décision arbitraire de l'Etat d'imposer aux communes de l'Ouest-Roannais une intercommunalité forcée de quarante membres, un grand nombre d'élus avait démissionné, ce qui a entraîné des élections municipales partielles. Celles-ci se transformaient donc en un référendum pour ou contre cette interco forcée, pour un soutien ou un désaveu de ces courageux élus. Le verdict des urnes est sans appel. 156 des 158 élus démissionnaires sont réélus dès le premier tour, il ne manque que quelques voix à deux candidats de la petite commune des Noës pour faire carton plein. La participation a été exceptionnellement élevée pour ce genre de scrutin habituellement peu mobilisateur, avec 58 % en moyenne (de 51 à 71 %). C'est d'autant plus remarquable que dans onze communes sur les douze concernées, il n'y avait qu'une seule liste. Dans la seule commune où deux listes étaient en présence, la plus importante, Renaison, il y avait seize conseillers à élire, sept n'ayant pas démissionné. La liste conduite par le maire sortant, Jacques Thirouin, avait clairement posé l'enjeu dans la réunion publique qu'elle avait organisée le 15 mars.

Interview

## “Les élus courageux considéraient qu'ils n'avaient pas reçu mandat en 2008 pour adhérer à une organisation intercommunale qui les éloigne des citoyens”



Jean Bartholin,  
conseiller général de la Loire,  
groupe gauche républicain  
du conseil général, avec  
Bernard Jayol, membre de  
la délégation du 17 décembre  
organisatrice de la rencontre  
nationale, et André Barret

### Quel bilan fais-tu de ce scrutin exceptionnel du 17 mars ?

Les élus courageux considéraient qu'ils n'avaient pas reçu mandat en 2008 pour adhérer à une organisation intercommunale qui les éloigne des citoyens. Ils avaient la conviction que le projet « Plaine et Côte Roannaise » qu'ils ont construit et défendu répondait mieux aux attentes de leurs communes et de leurs habitants. Avec une forte participation pour un scrutin aussi exceptionnel, avec la réélection des quatorze municipalités qui ont eu le courage de porter jusqu'au bout leurs convictions, les électeurs viennent de donner un cinglant désaveu aux tenants de l'intercommunalité forcée, mais aussi une belle leçon à ceux qui ont capitulé devant la loi du plus fort.

Après avoir retracé toute la période de lutte et de résistance, Jacques Thirouin concluait en disant : « Dimanche, ce sera un référendum pour ou contre l'intercommunalité imposée par l'Etat. » Dans son exposé, il avait dit sa fierté que la première réunion nationale des opposants se tienne à Saint-Haon-le-Châtel le 6 avril, ce qui valorisait encore plus leur combat.

C'est un immense camouflet pour l'Etat et sa représentante, M<sup>me</sup> la préfète, mais aussi pour ceux qui ont déjà mis en place la nouvelle intercommunalité, notamment son président, Christian Avocat, sans oublier les trois maires qui ont quitté le combat en route. La démocratie s'est imposée face au mépris, mépris illustré par la réaction du premier adjoint de Renaison, non démissionnaire, qui soutenait la liste opposée et qui déclare : « Les gens n'ont pas compris ce qu'on pouvait leur apporter. » Après le référendum de 2005, la démocratie a été bafouée par les mêmes qui imposent aujourd'hui une réforme territoriale rejetée par un grand nombre d'élus auquel le peuple souverain vient de donner raison.

Il est fort à craindre que la démocratie soit une fois encore foulée aux pieds. Dans ce contexte, la réunion du 6 avril sur le territoire de la Côte roannaise prend une dimension encore plus grande. Il va falloir exiger et gagner le respect et l'application du suffrage universel ! Dehors les despotes, dehors les tenants de l'intercommunalité forcée, dehors les serviteurs zélés de l'Union européenne. ■

ILS ONT DIT...



Yves Durand,  
maire de Saint-Haon-le-Châtel, réélu,  
porte-parole  
du collectif des maires

### “On est fiers d'avoir mené ce combat”

« Le fait d'aller au bout de notre combat a été bien perçu par la population qui a voté en notre faveur. C'est un geste républicain et démocrate fort. Tout le contraire de l'intercommunalité forcée qui nous a été imposée (...). Sur l'ensemble des communes, plus d'un électeur sur deux s'est déplacé. »

(Cité par Le Progrès)



Gérard Dumas,  
conseiller municipal  
démissionnaire,  
président du syndicat  
des eaux de Saint-André-  
d'Apchon et Arcon

### “Les trois maires qui ont quitté le combat en route devront en tirer les leçons”

« Dans notre commune, Saint-André-d'Apchon, nous sommes 6 élus à avoir démissionné sur 19, dont le premier adjoint, Alain Pointu. Pour un seul élu, nous n'avons pas pu redonner la parole à nos concitoyens, comme l'ont fait si courageusement nos collègues à qui je dis bravo et merci. Le résultat de ces élections locales marque un grand jour pour la démocratie, pour la défense de la République une, indivisible et laïque. Les trois maires qui ont quitté le combat en route devront en tirer les leçons. La rencontre des élus de toutes tendances politiques, signataires de la proposition de loi pour le rétablissement de la libre coopération intercommunale, le 6 avril prochain à Saint-Haon-le-Châtel (Loire), sera une étape importante. Avec d'autres collègues signataires, j'y participerai. »



Christine Aranéo,  
maire sortante de Saint-  
Martin-d'Estréaux, réélue

### “Un nombre considérable de votes pour la liste complète, sans ratures”

« Si nous avons démissionné, c'est bien pour donner la parole à nos concitoyens. La forte participation (60 %) légitime notre démarche. De plus, il y a un nombre considérable de votes pour la liste complète, sans ratures, ce qui signifie une expression forte pour le rejet de l'intercommunalité forcée, au-delà des divergences ou querelles de personnes. C'est une immense satisfaction de voir l'ensemble des résultats sur la côte roannaise. Le balayage prévu par notre député (favorable à une agglomération encore plus grande dont il espère probablement être le président en 2014) n'a pas eu lieu ! »



Jacques Thirouin,  
ex-maire de Renaison,  
réélu ce dimanche  
17 mars 2013

### “Il faut donc maintenant respecter le choix de la population”

« Notre réélection par 76 % des votants est un signe très fort que nous envoyons à l'Etat, à M<sup>me</sup> la sous-préfète et à M. Avocat, actuel président de Roannais Agglomération. La démocratie locale de proximité s'est exprimée, et il faut donc maintenant respecter le choix de la population. »

# Projet de loi de refondation de l'école

Consensus politique à l'Assemblée nationale

## “Il y a une continuité entre nous” (Vincent Peillon, à l'Assemblée nationale)

L'examen du projet de loi Peillon en première lecture s'achève ce 19 mars. Les députés ont terminé la discussion des amendements le 16 mars au matin. Sur les 1 460 amendements déposés par l'UMP, plus de la moitié n'ont pas été défendus. 573 sont restés en lice, 107 amendements de tous bords ont été adoptés. Le consensus politique s'est poursuivi de bout en bout.

**J**ean-Frédéric Poisson, député UMP, a déclaré en fin de discussion générale : « J'approuve vos efforts (...) en ce qui concerne les relations qu'entretiennent l'Education nationale et les collectivités locales (...). Tout cela devra être précisé, et nous attendons avec impatience quelques éléments complémentaires. » Et il a appelé le gouvernement à aller plus vite, plus loin : « Cependant, il y a quelques trous dans la toile. Je ne vois rien, en effet, sur l'évolution du métier et le statut de l'enseignant. Je ne vois rien sur l'autonomie des établissements, le rôle des directeurs d'école... »

C'est prévu, a répondu, en substance, Vincent Peillon. Tous les députés se sont rangés derrière l'avis du ministre Peillon, à la clôture de la discussion générale le 12 mars, qu'il a résumée ainsi : « Il y a une continuité sur deux points essentiels. S'agissant, tout d'abord, de la question du socle, nous avons constaté que Lionel Jospin avait introduit les cycles en 1989, que François Fillon avait défini le socle commun



Le rapporteur à l'Assemblée nationale, le député PS Yves Durand.

de connaissances et de compétences en 2005, mais que cela ne fonctionnait pas et n'avait pas encore été traduit dans la réalité de notre école. Il fallait commencer par là : s'inscrire dans cette continuité et faire l'analyse des obstacles. »

Face aux députés de droite qui lui demandaient d'aller plus vite, Peillon s'est en quelque sorte engagé : « Nous allons développer l'apprentissage sous statut scolaire. » « Vous savez que j'instaurerai cette année, pour la première fois, au ministère de l'Education nationale, un conseil emploi-entreprise, où les entreprises pourront définir avec nous une meilleure offre de formation pour les élèves. »

Et de mettre également en avant les contrats d'objectifs entre les établissements scolaires, les régions et les rectorats introduits dans sa loi, entre autres dispositifs de dislocation de l'école républicaine. Nous y reviendrons dans un prochain numéro. **L. F. et N. F. ■**

## A propos de quelques amendements

### Un comité de pilotage de la territorialisation

**P**our mettre en œuvre le projet éducatif territorial (PEDT), le rapporteur, le député PS Yves Durand, a fait voter un amendement pour la mise en place d'un comité de pilotage dans les communes. Le ministre a renvoyé à une circulaire l'énumération des membres de ce dernier (représentants des personnels enseignants, des parents, de la commune et des acteurs institutionnels, associatifs, économiques et sociaux) associés au service public de l'Education car, juridiquement, un PEDT ne peut être imposé aujourd'hui aux collectivités locales. C'est exactement ce que le SE-UNSA réclame et que des municipalités PS veulent mettre en place pour les nouveaux rythmes scolaires ! Ce comité est dressé totalement contre l'école de la République et contre les statuts nationaux des personnels, et veut y impliquer les syndicats des personnels !

### Examens et diplômes nationaux en danger

#### LE BREVET

Le gouvernement a fait voter un amendement (article 36) pour « donner la possibilité de réduire éventuellement les conditions d'attribution

du diplôme national du brevet à la seule obtention du socle commun, à un niveau de maîtrise suffisant, sans préjuger du maintien ou non d'épreuves terminales ».

#### LE BACCALURÉAT

Le projet de loi s'était déjà débarrassé du « contrôle effectué indépendamment dans chacun des enseignements suivis par l'élève en terminale » (article 37). Un amendement du gouvernement est venu supprimer carrément le contrôle des connaissances dans « les enseignements suivis par l'élève » sous prétexte que des adultes passent le bac sans suivre d'enseignements ! La manœuvre est grossière. La vérification du niveau de « connaissances, de compétences et de culture définies par les programmes du lycée » sera fixée par décret. Le gouvernement veut se donner toute latitude pour se débarrasser des épreuves terminales, anonymes et ponctuelles.

#### SUPPRESSION DU DROIT AU REDOUBLEMENT : UNE ÉCONOMIE DE “PLUS DE DEUX MILLIARDS D'EUROS PAR AN”

Selon le projet de loi, ce n'est plus l'année scolaire qui donne le rythme d'acquisition par niveau de classe d'un programme national, mais des cycles pluriannuels. Le redoublement d'une année scolaire doit donc être « exceptionnel », précise un amendement déposé par le PS.

#### INSCRIRE L'INNOVATION PÉDAGOGIQUE DANS LES MISSIONS DES ENSEIGNANTS

A la demande des députés EELV, a été inscrit dans le projet de loi que « le travail transversal et pluridisciplinaire ainsi que l'innovation pédagogique sont encouragés » (article additionnel après l'article 52). Ceux-ci ont aussi fait amender le rapport annexé à la loi pour que les écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) « assurent des enseignements transversaux et, par la mise en pratique, sensibilisent au travail en équipe, aux approches multidisciplinaires et au travail avec d'autres acteurs que ceux de l'Education nationale, notamment issus des milieux culturels, artistiques, sportifs ou citoyens ». Car, expliquent-ils, « l'éducation ne doit plus être conçue comme une série d'enseignements disciplinaires qui se superposent ». **Nicole FISHER ■**

#### Ce n'est pas un gag !

Le projet de loi prévoyait (article 31) l'apprentissage de l'hymne européen à l'école. Un amendement gouvernemental a rappelé qu'« il convient toutefois de ne pas limiter cet apprentissage au seul hymne, dont il faut rappeler qu'il est officiellement sans paroles ». A tant vouloir se plier aux exigences de l'Union européenne...

## A quels obstacles les enseignants se heurtent-ils dans leur mobilisation ?

Laurence Fayard

La grève massive dans l'Education nationale le 12 février dernier a porté avec force deux revendications : abrogation du décret sur les rythmes scolaires et abandon du projet de loi Peillon de refondation de l'école. A Paris, où l'unité sans faille des enseignants du primaire et de leurs organisations est réalisée depuis des mois, ils seront de nouveau en grève et en manifestation le 25 mars, jour de la tenue du conseil de Paris, pour l'abrogation du décret.

**L**e 28 mars, dans tout le pays, les enseignants sont appelés à la grève par les fédérations CGT, FO, SUD et CNT. A quels obstacles se heurtent-ils dans leur mobilisation ? Le projet de loi de refondation de l'école, dont la réforme des rythmes scolaires constitue la première phase, adossé à l'acte III de la décentralisation, disloque l'école de la République. Il la place sous la tutelle partielle des collectivités locales à travers des « projets éducatifs territoriaux » et transfère aux régions la formation professionnelle initiale.

#### “Nous voulons une réforme des rythmes scolaires réussie”, disent les dirigeants du SNUipp et de la FSU

Il menace ainsi les diplômes nationaux et les qualifications reconnus par les conventions collectives. Or son examen à l'Assemblée nationale fait l'objet d'un consensus politique total. Ainsi, la députée PCF Marie-George Buffet, qui avait dès le départ indiqué que son groupe ne voterait pas contre

le texte, mais était disponible pour y travailler, soulignait : « C'est d'ailleurs la raison de la manifestation nationale pour l'éducation du 6 avril prochain à l'appel de la FSU, dont l'objet est de tenir “les engagements d'un projet ambitieux de l'école maternelle jusqu'à la fin du lycée...” »

Dans une circulaire du 10 mars, le SNUipp-FSU, syndicat du primaire de la FSU, indique : « Parce qu'une loi n'a pas, à elle seule, le pouvoir magique de changer l'école, parce que sa mise en œuvre et son accompagnement doivent être exigeants, (...) parce qu'aussi, après la grève du 12 février, nous voulons une réforme des rythmes scolaires réussie, le SNUipp avec la FSU appelle les enseignants des écoles à manifester à Paris, le samedi 6 avril. Transformer l'école : oui, mais pas sans nous ! »

Ainsi, selon le SNUipp, la manifestation sans grève du samedi 6 avril vise à accompagner la réforme Peillon et à obtenir « une réforme réussie des rythmes scolaires ».

N'est-ce pas l'exact inverse du mandat donné par des dizaines de milliers d'enseignants, dont les milliers de syndiqués au SNUipp, le 12 février dernier ?

Rappelons que le 12 février dernier, la position prise en faveur de la grève par une soixantaine de sections départementales du SNUipp avait contraint le syndicat national à y appeler... Les dirigeants de la FSU et du SNUipp feraient bien de ne pas l'oublier trop vite.

Oui, ce qui est plus que jamais à l'ordre du jour, c'est l'unité des enseignants et de leurs organisations pour l'abrogation du décret et l'abandon de la réforme Peillon. **■**

#### EN BREF

## Aubry repousse à son tour l'application de la réforme à Lille

Après les villes de Lyon, Montpellier, Strasbourg (sur le point de faire de même), toutes dirigées par le PS, Martine Aubry, maire PS de Lille, vient d'annoncer à son tour, dans une interview au Monde (18 mars), qu'elle reportait l'application de la réforme des rythmes scolaires. Martine Aubry réaffirme qu'elle est « totalement engagée derrière la réforme que porte Vincent Peillon, pour une véritable refondation de l'école, au-delà des rythmes scolaires ».

Ce qui la conduit à reporter, c'est donc avant tout, comme à Lyon et ailleurs, le rejet de cette réforme par les enseignants, les personnels, les parents, mais aussi par les élus des communes du département du Nord. Ainsi, dans le Nord, dès le mois de décembre 2012, sur les 650 maires sollicités pour avis sur la question de la date d'application de la réforme des rythmes scolaires, une forte majorité – de l'ordre de 80 % – s'était prononcée pour 2014, selon Patrick Masclat, président de l'Association des maires du Nord. Celui-ci avait alors fait part de la colère des élus locaux en dénonçant une « mesure qui va avoir un réel coût pour les mairies ». Cela ne peut que renforcer la détermination des enseignants parisiens, unis avec leurs syndicats, à faire grève le 25 mars pour le retrait du projet de Delanoë sur les rythmes scolaires, d'autant plus que le maire de Paris vient d'annoncer qu'il appliquerait la réforme à la rentrée 2013. **L. F. ■**



Photo AFP

## La revalorisation des retraites complémentaires sera inférieure à l'inflation

**L**e 13 mars, syndicats et patronat ont mis fin à la négociation sur la revalorisation des retraites complémentaires servies par les caisses Arrco (pour les salariés sous contrat de travail de droit privé) et Agirc (pour les cadres), concernant 18 millions de cotisants actifs et 11 millions de retraités. Les signatures des organisations syndicales sur cet accord devaient être décidées par leurs instances respectives les jours suivants. Face à la dégradation de la situation financière de ces régimes, due au chômage croissant, le patronat, responsable des licenciements, a accepté une augmentation, modeste, des cotisations payées par les employeurs de 0,1 point en 2014 et à nouveau de 0,1 point en 2015 qui s'accompagnera d'une hausse du même montant des cotisations payées par les salariés. Le pouvoir d'achat des retraités sera amputé. Les retraites complémentaires ne seront revalorisées au 1<sup>er</sup> avril 2013 que de 0,8 % pour les salariés (Arrco) et de 0,5 % pour les cadres, alors que la prévision d'inflation cette année est de 1,75 %. L'accord prévoit aussi que la revalorisation des retraites complémentaires en 2014 et en 2015 sera inférieure d'un point au taux d'inflation. Le lendemain, le gouvernement s'est félicité de cet accord, Jean-Marc Ayrault en saluant « l'esprit de responsabilité ». Commentaire de l'AFP : « Les efforts demandés aux retraités et aux actifs sur les complémentaires semblent faire écho aux déclarations de François Hollande en début de semaine, qui avait annoncé des "choix courageux" à venir » sur le régime général et les régimes spéciaux cette fois. ■

### EN BREF

## L'OCDE annonce 11,25 % de chômeurs en France fin 2013

Le chômage devrait continuer d'augmenter en France au cours des prochains mois pour atteindre autour de 11,25 % fin 2013 ou début 2014, selon les nouvelles prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publiées le 19 mars. Dans son rapport sur la France, elle table en effet sur un taux de chômage moyen de 11 % de la population active cette année et de 11,2 % en 2014.

## Les ministres reçus à Bercy pour préciser leurs économies structurelles



Les ministres ont commencé à défilé à Bercy pour préciser « leurs économies structurelles » visant à réduire les déficits publics. « Il y aura des remous, c'est normal », admet un conseiller gouvernemental, rappelant que de nombreux ministères affirment déjà être « à l'os » après de premières restrictions dans leurs dépenses.

Dans sa lettre de cadrage budgétaire du 8 mars, le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a demandé aux membres du gouvernement d'« identifier au total 5 milliards d'euros d'économies nouvelles l'an prochain », pour financer notamment le crédit d'impôt pour la compétitivité des entreprises, « la politique de l'emploi et le plan anti-pauvreté ». Objectif : aboutir à une baisse historique en valeur absolue des dépenses de l'Etat (hors intérêts de la dette et pensions) de 1,5 milliard en 2014. Il s'agit de donner des gages à Bruxelles au moment où la France négocie avec la Commission européenne un délai pour ramener son déficit public sous les 3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2014. Le premier à se présenter a été le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian. Jérôme Cahuzac enchaînera ensuite avec d'autres entretiens. Cette semaine, sont au programme le ministre délégué aux Transports Frédéric Cuvillier, mais aussi les responsables des missions chargées de proposer une réforme des retraites et des économies dans les prestations familiales. ■

## Enseignement supérieur

# L'acte III de la décentralisation contre l'enseignement supérieur et la recherche

**Le projet de loi de décentralisation et de réforme de l'action publique comporte trois articles consacrés spécifiquement à l'enseignement supérieur et à la recherche.**

**L**a région va définir sa priorité et son financement en matière d'enseignement supérieur et de recherche : « La région définit un schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation qui détermine les principes et les priorités de ses interventions. Elle détermine les objectifs et les investissements prévus par des programmes pluriannuels d'intérêt régional en matière de recherche » (article 27, souligné par nous). Ce seront donc des pans entiers de la recherche et de l'enseignement qui pourront être délaissés pour en favoriser d'autres, et l'on peut prévoir que tous les secteurs jugés non rentables seront menacés. La région définira les numerus clausus de médecins : « Lorsqu'il est fait le choix de déterminer un nombre d'étudiants ou d'élèves à admettre en première année pour une formation donnée,

celui-ci est fixé sur proposition de la région par arrêté des ministres chargés de la Santé et de l'Enseignement supérieur » (article 18).

On sait que les numerus clausus organisent depuis des années la diminution du nombre de médecins et d'autres professions médicales, remettant en cause l'accès des citoyens aux soins.

Cet article donne la possibilité d'investir ou non dans la formation de médecins (et autres disciplines médicales) !

Le logement universitaire (les cités universitaires) passera sous la coupe des régions : « Les compétences relatives à la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et la gestion des locaux destinés au logement des étudiants peuvent être transférées aux régions (...). Les biens appartenant à l'Etat (...) peuvent être transférés (...) » (article 28).

On peut se demander pourquoi les régions seraient candidates à se voir confier des logements souvent vétustes. Mais la plupart des cités universitaires sont en centre-ville... Opérations de transferts de cités universitaires en périphérie, partenariats public-privé, tout est rendu possible... Quant aux personnels des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) affectés à la gestion du logement étudiant, on peut s'interroger sur leur avenir.

Ces articles sont indissociables du projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur et de la recherche qui crée des « communautés d'universités » régionales, communautés auxquelles seront attribués les crédits d'Etat et les crédits régionaux.

C'est toute l'université qui serait ainsi régionalisée. **Correspondant ■**

### UNIVERSITÉ > Communiqué intersyndical

## La mobilisation se prépare contre le projet de loi Fioraso

**Le 25 février, les organisations syndicales FSU, CGT, FO, Solidaires de l'enseignement supérieur et de la recherche exigeaient dans un communiqué commun l'abandon du projet de loi Fioraso sur l'enseignement supérieur et la recherche. Ce projet de loi, comme le projet de loi Peillon de refondation de l'école, s'inscrit dans le projet d'acte III de la décentralisation. Au moment où quatre fédérations syndicales appellent à la grève dans l'enseignement primaire et secondaire le 28 mars pour l'abrogation du décret Peillon et contre**

**son projet de loi (lire page 7 et notre précédent numéro), des assemblées générales se préparent dans différentes universités avec les organisations syndicales. Elles seront amenées à en discuter et à réaffirmer le mandat d'abandon du projet de loi Fioraso.**

Nous publions des extraits de l'appel adopté le 14 mars par l'assemblée générale des étudiants et personnels de l'université de Besançon (Doubs) avec leurs organisations syndicales.

### Extraits

#### « Appel à la mobilisation

Nous étudiant-e-s et personnels de l'Université de Franche-Comté, réunis en assemblée générale le jeudi 14 mars, après avoir discuté des dispositions du projet de loi du ministère de l'Enseignement et de la Recherche et de la situation locale, exigeons, avec les organisations syndicales SNASUB-FSU, SUD Education et SUD Recherche EPST, SNPRES-FO, FERC-SUP CGT et SNTRS CGT, AMEB, ainsi que le Front de lutte étudiant, présents à l'assemblée générale :

- l'abandon du projet de loi sur l'enseignement supérieur et la recherche,
- l'abandon du projet de loi relatif aux écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE),
- l'abrogation de la LRU.

#### Et sur le plan local :

- l'abandon du projet d'établissement unique Université de Bourgogne-Franche-Comté, quelle que soit sa forme,
- des solutions concrètes aux problèmes posés dans les formations déjà mutualisées (en archéologie, sociologie, etc.), qui témoignent des mauvaises conditions d'études engendrées par le projet de fusion,
- la réhabilitation immédiate des locaux de l'Arsenal, Granvelle, etc., et, en attendant, la mise à disposition de locaux décentes. De manière générale, nous dénonçons le manque de moyens et de personnels qui nous permettraient de travailler dans des conditions correctes, manque qui est une conséquence directe de la LRU, et que la nouvelle loi vient aggraver,
- la rouverture de tous les travaux dirigés supprimés, notamment en licence 2 d'histoire. »



Photo DR

## Tract de l'Alliance des jeunes révolutionnaires (extraits)

### « Abandon du projet de loi Fioraso ! »

« En France, le gouvernement est engagé dans un vaste plan d'austérité (...). Tout doit y passer au nom de la réduction des déficits publics (...). Cette politique s'applique avec brutalité aux universités et aux étudiants. Ce sont plus de quatorze universités qui sont en faillite cette année, des filières qui ferment, des TD surchargés, des suppressions de postes de professeurs, la liste est sans fin ! Aujourd'hui, tout en refusant d'abroger la loi LRU de Sarkozy, le gouvernement et le ministre Fioraso veulent aller plus loin en portant un coup majeur contre l'ensemble du système universitaire. De quoi s'agit-il ?

#### LE CONTENU DU PROJET DE LOI FIORASO

> Fusion d'établissements d'enseignement supérieur (L.719-10 modifié du Code de l'éducation) (...). Un seul but : supprimer les formations qui feraient "doublet" entre les différentes universités pour faire des économies.

> Fin des filières disciplinaires (L.612-2 modifié du Code de l'éducation) (...). Au nom de la "pluridisciplinarité", il faudrait regrouper les filières en grands "champs". On ne recevrait qu'un enseignement superficiel dans chacun de ces domaines, et cela permettrait au passage de faire des économies en profs pour les universités.

> Fin des diplômes nationaux (L.613-1 modifié du Code de l'éducation) : jusqu'à présent, chaque diplôme délivré par une université est validé au plan national par le ministère. Avec la nouvelle loi, la décision serait prise, université par université, par le conseil d'administration. Ce serait la fin du caractère national de nos diplômes qui leur confère une valeur sur le marché du travail !

> Les enseignements sont organisés en liaison avec les milieux professionnels (L.611-2 modifié du Code de l'éducation) : le contenu des diplômes dépendra donc des intérêts du patronat local.

#### LES PERSONNELS ET LES ÉTUDIANTS EXIGENT L'ABANDON DU PROJET DE LOI FIORASO

Le projet de loi a été soumis pour avis au Cneser (instance nationale consultative regroupant notamment les syndicats universitaires) le lundi 25 février. Les principaux syndicats des personnels (FSU, FO, CGT) ont rejeté en bloc le texte. Le lendemain, l'intersyndicale (FSU, FO, CGT, Solidaires, SLU, SLR...) a sorti un communiqué commun exigeant clairement l'abandon du projet de loi.

Or, lors du Cneser, l'UNEF s'est déclarée favorable au texte du gouvernement (...). Comment est-il possible que le principal syndicat étudiant puisse adopter une telle position de soutien vis-à-vis du gouvernement ?

Les étudiants sont avec les personnels et leurs organisations, et exigent l'abandon immédiat du projet de loi Fioraso ! »

## Industrie

# “La compétitivité n'est pas une revendication syndicale”



La parole à...

**Denis Langlet,**  
syndicaliste

## Quelle est la situation dans l'industrie ?

Nous assistons à une accélération de la désindustrialisation. Les suppressions d'emplois se chiffrent par dizaines de milliers, plus de 100 000 en 2012. Depuis 2009, plus de 1 000 sites industriels ont fermé. Comme dans l'ensemble du secteur privé, les droits ouvriers sont de plus en plus contestés par les employeurs. Les infractions aux conventions collectives et au Code du travail, les abus se multiplient. Les gains de productivité exigés dans les entreprises font basculer des milliers et milliers de salariés dans la précarité, les bas salaires, avec lesquels nul ne peut vivre. Les conditions de travail deviennent si insupportables que certains salariés vont jusqu'à mettre fin à leurs jours.

Depuis le tournant de la rigueur en 1982-1983, déjà exigé par Bruxelles, tous les gouvernements appliquent la même politique. Exonérations fiscales et sociales des employeurs au nom de la compétitivité, dérégulation et dérèglementation, au nom de l'attractivité du pays pour les investisseurs. Les résultats sont dramatiques : explosion du chômage à près de 5 millions, de la précarité avec plus de 3,4 millions en 2010, généralisation des bas salaires avec 16 % des salariés en dessous de 1 100 euros net par mois à cette date, les réductions systématiques d'effectifs. Ainsi, pour la première fois, le nombre de salariés en CDI a baissé de 700 000 entre début 2008 et fin 2011.

## EN CHIFFRES

● **1 087 fermetures d'usines de plus de dix salariés ont été recensées depuis 2009.** La situation s'est aggravée en 2012, avec 42 % de fermetures de plus qu'en 2011.

● **71 salariés est la taille moyenne des sites industriels qui ont mis la clé sous la porte.** Excepté des dossiers symboliques (PSA, Florange...), la désindustrialisation passe donc le plus souvent inaperçue.

● **12 000 suppressions de postes ont été enregistrées en 2012 dans l'automobile,** l'un des secteurs les plus sinistrés (avec 41 994 emplois supprimés depuis 2009).

● **900 postes ont disparu en 2012 dans l'agroalimentaire,** secteur habituellement davantage épargné par la crise. C'est la conséquence de restructurations faites ou envisagées par de grands groupes (Doux, Kronenbourg...).

Source : cabinet Trendeo, Direct Matin, 6 février 2013.



Pour la première fois,  
le nombre  
de salariés en CDI  
a baissé de 700 000  
entre début 2008  
et fin 2011.

## Quelles perspectives ?

Il y a urgence ! La vague actuelle de fermetures d'usines et de destruction d'emplois doit être stoppée. La question de la nationalisation des banques et des secteurs clés de l'industrie, l'économie pour les soustraire à la mainmise des multinationales et des marchés financiers appelés « investisseurs » vient immédiatement à l'esprit. Cela relève de la responsabilité gouvernementale. En France, en chassant Sarkozy, par millions, les hommes et les femmes ont voulu porter un coup d'arrêt à la toute puissance des marchés financiers. Mais François Hollande, après s'être incliné devant les décisions de Mittal, a déclaré devant les syndicalistes de la société de raffinage Petroplus : « *L'Etat fera son devoir, l'Etat ne sera pas le repreneur* », indiquant nettement le refus du gouvernement de s'engager dans cette voie. Depuis, le gouvernement a même envoyé les CRS contre les travailleurs de Goodyear manifestant pour leurs emplois. Ce faisant, le gouvernement Hollande-Ayrault s'isole chaque jour un peu plus. Pourrait-il s'opposer à un ultimatum lancé dans l'unité des organisations de la classe ouvrière, exigeant de casser toute décision patronale de fermer une usine, de garantir immédiatement la poursuite de l'activité de toutes les entreprises menacées et de s'engager dans la voie de la nationalisation des secteurs clés de l'industrie et des banques ? Une telle initiative serait soutenue activement par des centaines de milliers de travailleurs. N'est-ce pas la question qui est posée à tout le mouvement ouvrier ? Discutons-en !

**Dans cette situation, que pensez-vous de l'accord Renault signé le 6 mars ?** Revenons aux fondamentaux. Le syndicalisme, historiquement, s'est développé pour obtenir des garanties protégeant les travailleurs de leur mise en concurrence systématique par le système capitaliste. Cela est toujours vrai. Aujourd'hui,



Photos AFP

les grands groupes industriels, pour assurer la sauvegarde de leurs gigantesques profits, mettent en concurrence, avec le chantage aux délocalisations, les pays entre eux, les travailleurs de ces pays entre eux et dans chaque entreprise, par l'individualisation. Alors, un accord améliorant la compétitivité chez un constructeur ne peut que renforcer cette mise en concurrence. Dans l'accord, il y a l'engagement de la direction de Renault à porter le volume de production dans les usines en France à 710 000 véhicules, soit 180 000 de plus qu'aujourd'hui. C'est l'argument essentiel des signataires. A supposer que la direction respecte ses engagements, ce qui est loin d'être garanti (1), cela signifie une progression des ventes de ce groupe. Mais la baisse de la masse solvable (donc du pouvoir d'achat) dans tous les pays et l'incontestable récession en cours sont à l'origine de la baisse des ventes, tous constructeurs confondus. Alors, l'amélioration des ventes de ce groupe se fera au détriment des autres. Merci pour les salariés de PSA et des autres constructeurs. S'engager dans cette voie d'accord d'entreprise pour la compétitivité est une impasse. La compétitivité n'est pas une revendication syndicale.

Notons qu'au passage, le groupe Renault confirme la suppression de 8 260 emplois et obtient le blocage des salaires pour 2013, un allongement du temps de travail, le tout pour atteindre 400 millions d'euros d'économie, à la grande satisfaction des actionnaires.

(1) Et ce d'autant que la direction a refusé la proposition d'un syndicat d'intégrer dans l'accord une clause de « réversibilité » rendant le texte nul et non avenu en cas de non-respect de ces volumes. Ajoutons que la « loyauté » de M. Carlos Ghosn, P-DG, en ce domaine, n'est plus à démontrer, lui qui a affirmé que la charge de l'usine de Flins était assurée par les modèles électriques, engagement démenti quelques mois plus tard.

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

# Quelques questions au lendemain des résultats de l'Oise du 17 mars

Gérard Bauvert

**D'**abord, commençons par les résultats eux-mêmes et comparons-les à ceux qui ont été obtenus lors du premier tour des élections législatives du mois de juin 2012. L'élément dominant : l'abstention. Elle passe de 41,2 % à 67,2 %. Certains commentateurs arguent du fait qu'il s'agit d'une élection partielle et que l'abstention est, dans ces circonstances, généralement plus importante... Certes, mais cela n'explique pas l'ampleur considérable de cette dernière.

Quand on y regarde de plus près, on se rend compte que les résultats obtenus par tous les principaux candidats montre le recul net — à différents degrés — des uns et des autres en voix. Par conséquent, pas un candidat n'échappe à ce recul, celui du Parti

**La candidate du PS passe, de juin 2012 à mars 2013, de 15 143 à 5 828 voix.**

socialiste, soutenu par le PRG et Europe Ecologie-Les Verts, subit pour sa part un véritable cataclysme. La candidate du PS passe, de juin 2012 à mars 2013, de 15 143 à 5 828 voix. Soit une perte de 61,5 %. C'est ce qu'un journaliste du *Monde* appelle non sans raison un « *effondrement* ». Ajoutons que le candidat de l'UMP, arrivé en

tête à l'issue de ce premier tour, perd 33 % de ses voix par rapport à 2012, et que la candidate du Front national, qui cette fois devance le PS, perd 37 % de ses voix. Personne n'est épargné, pas même le Front de gauche, qui perd 30 % des voix obtenues aux élections de juin 2012.

Voilà pour les chiffres. Ils expriment à la fois un rejet profond de la politique conduite par le gouvernement Hollande-Ayrault, rejet qui frappe la candidate du PS dans l'Oise et au-delà, le PS lui-même, et conjointement, de manière aigüe, l'impasse politique, sociale et institutionnelle dans laquelle se trouve le pays.

## ABSTENTION MASSIVE, EFFONDREMENT DU PARTI SOCIALISTE

Cette impasse qui s'approfondit approfondit du même coup la décomposition du système politique et de toutes les forces qui s'accrochent à sa survie pour prolonger leur propre existence. Et ce ne sont ni les explications officielles ni les petites phrases des uns et des autres, ou toute autre palinodie, qui changera quoi que ce soit à la réalité de la situation du pays.

Quand le premier secrétaire du Parti socialiste, Harlem Désir, au soir de l'élection de l'Oise, trouve l'explication au rejet de son parti dans des « *raisons locales* », quand certains dirigeants de l'UMP, tels Jean-François Copé, se mettent à rêver à 2017, on est en droit de se dire : dans quel monde ces gens-là vivent-ils ?

## L'INQUIÉTUDE GRANDIT DANS LE PAYS

Le *Parisien* ne titre-t-il pas sa page politique : « *Entre le gouvernement et le parti, soupçons et frictions* » ? Un député du PS (Malek Boutih), interviewé dans ce même journal, utilise la méthode Coué : « *Ce n'est pas la débâcle*. » Son collègue, Gaëtan Gorse, sénateur PS de la Nièvre, ne partage pas cet optimisme s'agissant de son parti : « *On a le sentiment d'une oligarchie qui s'est renfermée sur elle-même en contradiction totale avec le socialisme. Les Français ont le sentiment qu'on les a lurrés.* »

Par-delà les règlements de comptes entre les uns et les autres, les ambitions déçues et les ambitions futures et tout ce qui les accompagne, pour les représentants du capital financier, le seuil d'alerte est en train d'être franchi. Combien de temps en effet le système, au bord de la faillite, va-t-il pouvoir encore tenir ? Et contenir une situation dans laquelle une explosion peut tout faire basculer, une situation que ni le PS au pouvoir ni l'UMP (et pas d'avantage le FN qui convoite sa place) ne sont en mesure de maîtriser ?

Chaque semaine, lisez

**INFORMATIONS OUVRIÈRES**

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES  
HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Soutenez  
Informations ouvrières  
abonnez-vous !



U N E S E M A I N E D A N S L E M O N D E

PALESTINE

**Des milliers de personnes à l'enterrement d'un jeune Palestinien tué par l'armée israélienne**

Plusieurs milliers de Palestiniens ont participé le 13 mars dernier aux funérailles d'un jeune militant tué la veille par l'armée israélienne dans le camp de réfugiés d'Al-Fawwar, dans le sud de la Cisjordanie.

Les manifestants brandissaient des drapeaux palestiniens et scandaient « vengeance ».

Mahmoud Al-Titi, 23 ans, a été tué par des soldats israéliens, entrés dans le camp à la poursuite de Palestiniens qui lançaient des pierres sur des véhicules militaires israéliens près d'une colonie d'occupation israélienne voisine.

Des heurts violents ont éclaté, à l'issue de la manifestation, entre des jeunes lanceurs de pierres et les soldats israéliens déployés en force sur la route principale menant au camp.

Il s'agit du sixième jeune Palestinien tué dans des affrontements avec l'armée israélienne en Cisjordanie occupée depuis le début de l'année. Un autre Palestinien a été tué dans la bande de Gaza le 11 janvier dernier.



CHIFFRE

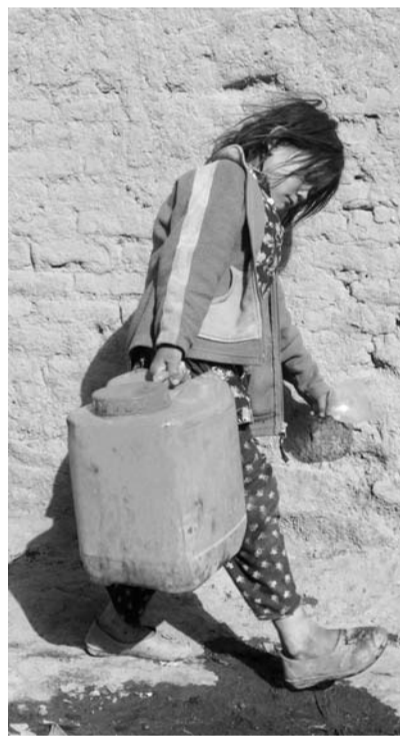


Photo AFP

**2 sur 3**

**C'est, selon la Banque asiatique de développement, le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau courante dans la région Asie-Pacifique qui nous est généralement présentée comme une région à forte croissance économique. On estime à seulement moins de 120 milliards de dollars le montant nécessaire pour résoudre le problème, mettre à niveau les réseaux de distribution de l'eau et améliorer les équipements sanitaires, soit le cinquième de ce qu'a coûté, depuis 2001, la guerre en Afghanistan (600 milliards de dollars, selon le site US National Priorities).**

**Guadeloupe : l'accord de "modération des prix" n'est qu'un vaste écran de fumée**

Communiqué du LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon), 2 mars 2013

**C**e vendredi 1<sup>er</sup> mars, en vertu de l'article L. 410-5 du Code du commerce instauré par la loi Lurel relative à la régulation économique "outre-mer", la préfecture a publié sa liste de produits à "prix modérés" dont le prix est fixé par arrêté préfectoral, après "négociation" avec certaines entreprises du secteur du commerce de détail, du commerce de gros et de l'import. Des négociations secrètes, sans témoins, sans travailleurs, sans consommateurs. C'est le représentant de l'Etat, seul, qui a mené "des négociations secrètes et fermées" avec les seuls représentants des *privofitan* (exploitateurs). Le préfet s'est donc entendu avec les représentants des magasins d'alimentation et le Medef sur un prix de vente d'une liste de 100 produits, non pas à partir d'une connaissance des marges réalisées par les sociétés de l'import-distribution, mais à partir des seules propositions émises par les importateurs distributeurs (avec le LKP, c'était 100 familles de produits, soit plusieurs milliers de produits). Avec la connivence de l'Etat et en s'appuyant sur l'exclusion de toute organisation syndicale ou association de consommateurs dans les négociations, n'ayant absolument aucune obligation légale de communiquer le moindre document comptable sur leurs marges, sur les produits qu'elles vendent le plus ou sur ceux sur lesquels elles réalisent leurs plus fortes marges, les sociétés de l'import-distribution n'ont accordé, en réalité, que ce qu'elles voulaient bien concéder. *Yo bay sa yo té vlé (ils ont donné ce qu'ils voulaient)*.

La liste de produits à "prix modérés" et les prétendues négociations annuelles ne sont qu'une vaste supercherie qui poursuit un triple objectif :

— servir d'argument publicitaire à la grande distribution pour appâter une clientèle nouvelle et inciter les consommateurs guadeloupéens à dépenser leur argent dans ses rayons, et lui permettre, ainsi, de poursuivre la *pwofitasyon* sur les milliers et milliers d'autres articles, sans aucune modération ; — endormir les Guadeloupéens en faisant semblant de lutter contre la *pwofitasyon* à des fins de pure propagande électorale tout en sauvegardant les intérêts des *pwofitan* ; — supprimer le petit commerce, les *lolo*, épicerie et autres points de vente de proximité au profit des importateurs-distributeurs qui ne cessent de se développer.

En un mot, l'accord de modération des prix vise en fait à harmoniser et à mieux répartir la *pwofitasyon*, *pou tout gannyé menm lajan-la si do an-nou (pour gagner la même somme d'argent sur notre dos)*.

Face à cette triste mascarade jouée au détriment des besoins du peuple guadeloupéen : — **LKP réaffirme la nécessité d'un encadrement général** du prix des produits de première nécessité en Guadeloupe.

— **LKP réclame, en conséquence, l'application des articles L. 410-2 et L. 410-4 du Code du commerce** qui permettent une réglementation immédiate du prix des produits de première nécessité et une limitation des marges abusives des sociétés de l'import-distribution.

— **LKP appelle toutes les Guadeloupéennes et tous les Guadeloupéens à privilégier la consommation des produits locaux** et rappelle l'impératif de développer et de promouvoir une production locale protégée des importations et ayant comme objectif l'autosuffisance alimentaire, seul moyen de nous libérer du joug des transnationales de la grande distribution.

ÉTATS-UNIS

**Trois nuits d'émeutes à New York après la mort d'un jeune Noir tué par la police**

Trois nuits d'émeutes ont suivi l'assassinat par la police d'un jeune Noir de 16 ans, Kimani Gray, à New York, à la fin de la semaine dernière, le 10 mars.

Le rapport d'autopsie a montré qu'il avait été atteint de sept balles, dont trois dans le dos. Même s'il ne précise pas dans quel ordre ont été tirées les balles, la publication de ce rapport a fait monter la tension à East Flatbush, le quartier où habitait Kimani et où se sont concentrées les manifestations.

« Je veux savoir pourquoi mon fils a été abattu », a déclaré la mère du jeune homme. « Deux policiers ont tué Kimani, et je veux simplement la justice, que ces deux policiers soient retirés de la rue avant qu'ils ne fassent du mal à un autre jeune. »

« Je veux une enquête approfondie, pas un écran de fumée. La justice. Ses droits civiques », a-t-elle martelé.

Quelque 200 personnes participaient à une veillée funèbre. La situation s'est brutalement tendue quand la moitié d'entre elles se sont dirigées vers le poste de police.

Des policiers en tenue anti-émeute ont alors essayé de fermer la rue, interpellant la sœur de Kimani, qui cherchait à la traverser, provoquant ainsi la colère des manifestants. Une pluie de projectiles a été lancée contre la police.

Déjà l'an dernier, à quelques rues de là, une jeune femme de 23 ans, non armée, avait été tuée par un policier lors d'un simple contrôle de circulation.

CUBA

**"Dégraissage" des ministères... préparant la privatisation**

Photo AFP



Dans le cadre de l'ouverture dite « contrôlée » de l'économie, le régime castriste est engagé dans une vaste politique de démantèlement de pans entiers de services et d'entreprises publics développés depuis la révolution. C'est ainsi que deux groupes d'entreprises viennent d'être créés à partir du ministère cubain de l'Informatique et des Communications, visant à séparer, au sein de l'appareil d'Etat, les activités d'entreprises et celles de l'Etat. Le Groupe d'entreprises courrier de Cuba et le Groupe d'entreprises d'informatique et de communications vont désormais rassembler les sociétés

qui étaient auparavant placées sous la direction du ministère, qui change de nom, pour s'appeler désormais simplement ministère des Communications.

Des réformes semblables, visant à alléger les ministères des tâches de gestion d'entreprises, ont déjà été réalisées ces derniers mois dans les ministères du Sucre (qui a disparu au profit d'un groupe d'entreprises) et du ministère des Sciences et de la Technologie. Ces mesures, ajoute *Granma*, le journal du PC cubain, permettront « une diminution du personnel ». En prenant, il y a deux ans, la succession de son frère à la tête du régime, Raoul Castro avait évoqué la suppression de 500 000 postes dans toute la fonction publique.

IRAK

**La guerre a laissé dans son sillage des milliers de disparus** (d'après l'AFP)

Kawthar Chihab Ahmed espère ardemment que son frère Arkan, enlevé en 2007 à Bagdad par des hommes en uniforme de police, croupisse depuis dans une prison secrète dont parlent les organisations de défense des droits de l'homme, mais dont les autorités démentent l'existence. Parce que, si ce n'est pas le cas, il est très probablement mort.

Arkan fait partie de ces milliers d'Irakiens qui ont disparu pendant les dix années de conflit ayant suivi l'invasion menée par les Etats-Unis en 2003.

Arkan a disparu le 26 août 2007, quand des hommes vêtus des uniformes bleus de la police fédérale ont fait irruption à Saba Abkar, quartier où vit sa famille, dans le nord de Bagdad.

Les enlèvements sont devenus très communs dans les années qui ont suivi la chute de Saddam Hussein.

Le mari de Sabiha, Kerayim Ahmed Abed Aoun, a pris sa voiture le 13 juillet 2006 pour aller rembourser une dette et n'est jamais revenu, la laissant seule avec sept enfants. Elle l'a cherché à la morgue, dans les fosses communes et au ministère, mais « je ne l'ai pas trouvé, ni vivant ni mort », explique-t-elle.

Outre Kerayim, Sabiha pleure la disparition de son frère Ali, enlevé le 22 février 2005, un mois après son mariage. Ali est sorti un jour et n'est jamais revenu.

Histoire et politique

# ‘Staline, mensonges et mirages’

## Un nouvel ouvrage de Jean-Jacques Marie

Par Henry Halphen

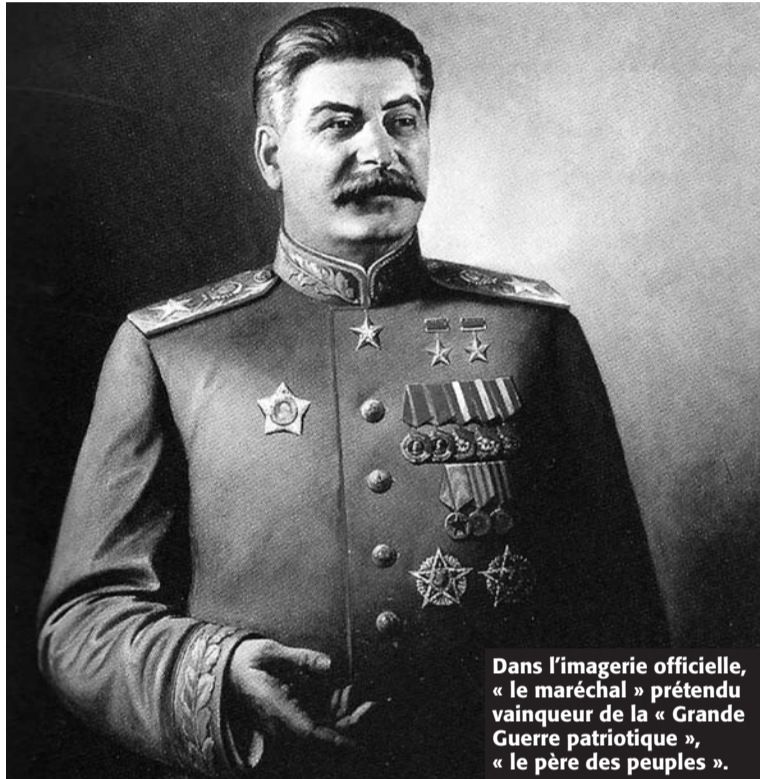
C'est sous ce titre que notre camarade Jean-Jacques Marie vient de publier son dernier ouvrage dans la collection « Vies parallèles » (1). Ce choix d'édition est pertinent car il s'agit d'une collection de « biographies illustrées qui analysent les représentations d'un personnage historique au gré des mouvements de l'histoire ». Il ne s'agit donc pas d'une nouvelle biographie — au sens habituel du terme (2) —, mais d'une étude fouillée des différentes phases de la construction d'une véritable iconographie du fossoyeur de la révolution d'Octobre.

Si l'image de Staline, qu'il a largement contribué à se façonner lui-même, a été différente au fil du temps, c'est qu'elle a correspondu aux nécessités des phases successives de son ascension au sommet d'une bureaucratie parasitaire qui s'est élevée au-dessus des conquêtes de la révolution d'Octobre et a expulsé les ouvriers, les paysans et leurs soviets du pouvoir qu'ils avaient conquis en 1917.

Ce sont des motivations de même nature — évidemment dans une autre période ouverte en 1991 — qui alimentent aujourd'hui encore les tentatives de réhabilitation de Staline dans la Russie de Vladimir Poutine. Pour ces raisons, ce nouvel ouvrage emprunte un découpage chronologique qui suit la vie de Staline, mais il s'apparente plus à un essai sur l'actualité du stalinisme aujourd'hui, des mécanismes qui ont conduit à sa construction comme de ceux visant maintenant à sa perpétuation dans le temps.

Les ouvrages réhabilitant, voire glorifiant Staline se sont multipliés depuis la fin des années 1990 et l'accession de Vladimir Poutine à la présidence de la Russie. La question du « retour de Staline » n'est pas nouvelle. Le travail de Jean-Jacques Marie en fournit de nombreux exemples ; nous en retiendrons deux ici, d'ailleurs de notoriété publique, au moins en Russie. D'abord, celui d'un ancien conseiller de Gorbatchev, Andreï Gratchev, qui publie en 1997 un livre sous le titre programmatique de *L'exception russe. Staline est-il mort ?* (éditions Le Rocher), question à laquelle il répond alors ainsi : « Le spectre du chefrôde encore au Kremlin (...). Aux yeux de beaucoup, il reste le maître du Kremlin, de la capitale et du pays. »

Ensuite, celui de la vice-présidente de la commission des affaires étrangères de la Douma, Natalia Narotchnitskaïa, publiant un ouvrage en 2007 où elle célèbre Staline comme un héros national russe, adversaire de l'impérialisme occidental qui voulait



Dans l'imagerie officielle, « le maréchal » prétendu vainqueur de la « Grande Guerre patriotique », « le père des peuples ».

Photo DR

détruire la Russie. Quel sens donner à ces récentes tentatives de réhabilitation ? Jean-Jacques Marie apporte dans les premières pages de son ouvrage (nous en extrayons le passage publié ci-contre) le fil conducteur de ce qu'il développe ensuite en constatant que le remodelage permanent de l'image de Staline a correspondu, y compris après sa mort en 1953 et depuis la désintégration puis la disparition de l'Union soviétique en 1991, à des besoins politiques précis : ceux de cette caste parasitaire, éclatée aujourd'hui entre les différentes oligarchies ayant pillé la propriété collective. D'où le sous-titre de l'ouvrage : « Mensonges et mirages ».

Dans l'introduction, Jean-Jacques Marie l'illustre par des exemples. Au moment où Staline déclenche « les massacres les plus massifs et les plus sanglants contre des couches entières de la population et les cadres mêmes de son parti, il fait diffuser dans le monde entier des photographies qui le montrent embrassant une fillette aux bras chargés de fleurs ; puis il envoie la fillette avec sa mère au Goulag et fait fusiller son père ». « En février 1937, il réunit le comité central pour organiser la mise à mort de la

grande majorité des cadres du Parti communiste, pourtant staliniens convaincus ; son rapport insiste sur la « formation des cadres », dont il prépare en réalité l'envoi massif dans l'au-delà. »

Dans les dix-huit chapitres qui composent l'ouvrage, Jean-Jacques Marie va, avec une grande précision, reprendre, à la lumière des documents et faits nouveaux connus aujourd'hui, comment la vie de Staline et le stalinisme se caractérisent par une véritable entreprise d'escamotage et de falsification de la réalité.

La quatrième de couverture nous explique comment Staline, discrètement élu en 1922 secrétaire du comité central du Parti communiste russe, commence, dès 1929, année de la collectivisation forcée, à fabriquer son image de « père des peuples » et de « bienfaiteur de l'humanité ». Il entretient pendant près de vingt-cinq ans son propre culte de la personnalité pour faire oublier le Goulag, les massacres, les procès truqués, les famines, les déportations d'une douzaine de peuples. Trois ans après sa mort, en 1956, Khrouchtchev dénonce ses crimes et son culte de la personnalité ; les révélations qui suivent la chute de l'URSS en 1991 le ravalent au rang

de bourreau. En ruinant son pays et en promouvant la nomenklatura parasitaire et avide d'où sont issus les oligarques d'aujourd'hui, Staline a créé les conditions de la dislocation de l'Union soviétique. Pourtant, les cercles nationalistes et le gouvernement russe organisent aujourd'hui sa réhabilitation.

Pour comprendre pourquoi, les faits s'imposent et ils permettent d'opérer ainsi l'indispensable rectification au fur et à mesure de la progression de la lecture du livre. Ce n'est pas son moindre intérêt.

L'auteur revient aussi sur une appréciation du stalinisme, actualisée à la lumière des multiples points abordés. Dans le dernier chapitre : « Le retour à Staline ? », il précise que sur le plan politique, Staline « a transformé le parti en organisme de contrainte et de soutien docile au chef, dont la carte n'est qu'un moyen d'ascension sociale. Le culte de sa personne, qu'il a construit, est incompatible avec l'existence d'un véritable parti dont les adhérents discutent, échangent leurs opinions, affirment leurs désaccords éventuels et votent. L'héritage est lourd : aujourd'hui encore, dans aucun des pays issus de la chute de l'URSS, il n'existe de véritable parti politique. » Cet ouvrage, écrit dans un style alerte, est particulièrement bien documenté et permet de suivre avec précision ces « mensonges et mirages » sur Staline. Un livre dont nous conseillons vivement la lecture, car il aide à comprendre le monde actuel. ■

(1) Jean-Jacques Marie, *Staline 1878-1953 : mensonges et mirages*. Editions Autrement, 283 pages. Prix : 21 euros.

(2) Jean-Jacques Marie, *Staline* (une biographie qui vient d'être rééditée chez Fayard, publiée en 2001, 996 pages, 32 euros).

Eclairage

### Chaque remodelage de l'image de Staline a correspondu à un besoin politique

Le retour de Staline pourrait-il donc vraiment, comme l'affirme souvent la presse française, être un retour à Staline après l'effondrement et la dislocation de l'URSS ? En quoi consistent exactement les tentatives de le réhabiliter ? Est-ce un phénomène marginal ? Est-ce l'expression d'un nationalisme russe réel ou le masque d'un nationalisme de façade dissimulant les faiblesses congénitales de la Russie issue de la chute de l'URSS ? Est-ce le camouflage idéologique d'une lutte féroce dans les sommets d'un Etat gangrené par une corruption héréditaire entre les clans qui se sont partagé la propriété d'Etat ? Quel rapport y a-t-il entre la politique de Poutine et son utilisation, d'ailleurs mesurée, d'une image de Staline soigneusement sélectionnée et retouchée ? Cet ouvrage tente de répondre à ces questions en insérant les réponses dans une reconstitution de la vie de Staline. (...)

Jean-Jacques MARIE ■

Cinéma



### The Master

Un film de Paul Thomas Anderson

Passons sur le snobisme qui consiste à ne pas traduire le titre pourtant clair, et saluons ce film majeur, l'un des plus importants de ces derniers et prochains mois qui, après *There Will Be Blood*, confirme le talent d'Anderson.

Démobilisé de la guerre du Pacifique, Freddy, inadapté et quasi dément, alcoolique et violemment imprévisible, va de boulot en boulot, de lieu en lieu, chassé ou en fuite. Il se retrouve par hasard dans l'entourage de Lancaster Dodd, gourou d'une secte en formation. Sortir de l'animalité pour embrasser le mysticisme ? Pas du tout, car jamais Freddy n'est gagné par cette religion. De même, Dodd s'attache amoureuxment à ce chien fou dont il dépend de plus en plus, sans jamais le ranger dans cette troupe dont le vrai dirigeant est l'épouse. Deux acteurs au sommet, Joaquin Phoenix et Philip Seymour Hoffman, construisent ce rapport ambigu, et le cinéaste ouvre les abîmes de la condition humaine, la noirceur et la bouffonnerie du propos s'appuyant sur un filmage hors pair, tour à tour virtuose et sobre. *The Master* ne s'appuie pas sur des effets gratuits et refuse la biographie calibrée, restituant alors une complexité qui dérouté et fascine. ■

PS : Nous demandons à nos lecteurs de nous excuser pour la parution tardive de cette critique. Nous n'avions pu voir le film auparavant. Il est toujours diffusé dans quelques salles, ainsi qu'en province.

Les livres

### Ombre mortelle sur la route d'Enghien

Annie Colpin  
Editions du Valhermeil  
155 pages ; 11,50 euros.

« Sans prétention, la romancière espère offrir un peu d'évasion à ses lecteurs », indique la quatrième de couverture. Cette évasion, le lecteur y accédera en découvrant qu'elle peut se cacher dans la vie quotidienne de ceux qui peinent au travail à Paris ou dans sa banlieue. Le Val-d'Oise remplace Manhattan et les rames de métro les taxis jaunes de New York. On prend plaisir à suivre les rebondissements d'une histoire policière et mystérieuse avec des personnages qui vivent comme vous et moi. A quelques meurtres près.

L'action se développe entre les balais verts de la voirie et les bêtises du petit enfant de notre héros pour se dissoudre dans une espèce d'affaire d'Etat. Sans oublier un chat, et surtout le chien Hélios dont l'auteur adopte de temps en temps le point de vue. L'écriture, par un usage répété des verbes, surtout dans la première partie du récit, vous tient en haleine. Bref, ce livre fera passer un excellent moment qui donnera envie d'aller voir les autres romans d'Annie Colpin. ■

F. L. ■